



## **Rapport aux actionnaires**

### **Rapport de gestion**

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
3	3. À propos de CAE
12	4. Variations de change
14	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
16	6. Résultats consolidés
19	7. Résultats par secteur
29	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
30	9. Situation financière consolidée
32	10. Regroupements d'entreprises
34	11. Modification de méthodes comptables
34	12. Contrôles et procédures
35	13. Principales informations financières trimestrielles

### **États financiers consolidés intermédiaires**

36	État consolidé de la situation financière
37	Compte consolidé de résultat
38	État consolidé du résultat global
39	États consolidés des variations en capitaux propres
40	Tableau consolidé des flux de trésorerie

### **Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)**

41	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
42	Note 2 – Regroupements d'entreprises
44	Note 3 – Participations dans des coentreprises
44	Note 4 – Comptes débiteurs
45	Note 5 – Provisions
45	Note 6 – Facilités d'emprunt et charges financières, montant net
46	Note 7 – Autres (profits) pertes – montant net
47	Note 8 – Résultat par action et dividendes
47	Note 9 – Rémunération du personnel
47	Note 10 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
48	Note 11 – Aide gouvernementale
48	Note 12 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
49	Note 13 – Transactions avec des parties liées
50	Note 14 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques

# Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son troisième trimestre clos le 31 décembre 2012. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 37,8 millions \$ (0,15 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 45,6 millions \$ (0,18 \$ par action) l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

Abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 8,8 millions \$ (après impôts) ce trimestre, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 46,6 millions \$ (0,18 \$ par action).

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 522,1 millions \$ ce trimestre, en hausse de 15 % par rapport à ceux de l'an dernier établis à 453,1 millions \$.

« Nos résultats ce trimestre ont été conformes à nos attentes alors que nous poursuivons nos efforts d'intégration et de restructuration dans les secteurs Civil et Militaire », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Du côté des Produits de simulation – Civil, les ventes de simulateurs ce trimestre nous portent à croire que nous atteindrons notre objectif annuel qui se situe dans la mi-trentaine. L'intégration d'Oxford, que nous avons acquise récemment, progresse comme prévu et nous continuons de prévoir d'importantes synergies dans le secteur Formation civile lorsque ce sera complété. Du côté Militaire, les niveaux de commandes ont continué à refléter les retards actuellement liés au marché de la défense. Cependant, nous avons eu un bon taux d'obtention de contrats et nous demeurons confiants en l'avenir étant donné le nombre élevé de soumissions. »

## Secteurs civils

Les produits des activités ordinaires de nos secteurs civils combinés ont augmenté de 41 % au troisième trimestre pour atteindre 287,2 millions \$, comparativement à 203,7 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel du troisième trimestre est de 47,1 millions \$ (16,4 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 42,0 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Les résultats de ce trimestre incluent l'acquisition de l'Oxford Aviation Academy (Oxford), qui est en cours d'intégration avec les activités existantes de CAE.

Nous avons reçu six commandes de simulateurs de vol (FFS) au troisième trimestre, y compris des commandes de COMAC (Chine) pour les deux premiers FFS pour son nouvel avion de passagers C919, et deux FFS pour l'Agence fédérale de transport aérien en Russie. Au cours du trimestre, nous avons également obtenu des contrats de services de formation qui devraient générer 149,3 millions \$ en produits des activités ordinaires futurs.

Pour les secteurs civils combinés, nous avons reçu 219,0 millions \$ en commandes ce trimestre, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,76. Pour les douze derniers mois, il était de 1,0.

## Secteurs militaires

Les produits des activités ordinaires de nos secteurs militaires combinés ont diminué de 7 % au troisième trimestre pour atteindre 206,2 millions \$, par rapport à 222,3 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel est de 27,0 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 36,9 millions \$ (16,6 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours du trimestre, nous avons enregistré des commandes provenant de divers clients, y compris l'U.S. Navy dans le cadre de son programme de vente de matériel militaire à l'étranger pour deux simulateurs d'hélicoptère MH-60R Seahawk destinés à la Royal Australian Navy. Nous avons également reçu des commandes de la part du ministère de la Défense britannique pour des services de formation et de mise à niveau d'un simulateur d'hélicoptère au centre Medium Support Helicopter Aircrew Training Facility, que CAE exploite en vertu d'un accord de services à long terme.

Pour les secteurs militaires combinés, nous avons reçu 150,1 millions \$ en commandes ce trimestre, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,73. Pour les douze derniers mois, il était de 1,11.

## Nouveaux marchés principaux

Les produits des activités ordinaires des Nouveaux marchés principaux se chiffrent à 28,7 millions \$ ce trimestre, en hausse de 6 % par rapport aux 27,1 millions \$ enregistrés l'an dernier. Le résultat opérationnel est de 1,7 million \$ ce trimestre, comparativement à une valeur négative de 1,4 million \$ l'an dernier.

Du côté de CAE Santé, nous avons fait des progrès dans les marchés mondiaux en vendant nos produits pour appuyer de nouveaux centres de simulation en Chine, y compris des simulateurs chirurgicaux et des ensembles de programmes connexes. Nous avons également vendu des simulateurs chirurgicaux au Japon. Aux États-Unis, nous avons continué à vendre notre gamme complète de simulateurs de patients et de systèmes de gestion de centres.

Du côté de CAE Mines, nous avons vendu nos logiciels de planification minière et de modélisation des ressources à d'importants clients du secteur minier en Afrique, au Brésil, au Mexique et en Russie.

## **Autres points saillants financiers**

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 9,4 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 20 %, comparativement à 25 % l'an dernier. Le taux d'impôt est inférieur à celui du troisième trimestre de l'an dernier en raison d'un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions et de la constatation d'un actif d'impôts généré à partir de profits réalisés dans l'un de nos établissements à l'étranger.

Les flux de trésorerie disponibles ont affiché une valeur positive de 90,7 millions \$ ce trimestre. Cette augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse du produit tiré de la cession d'actifs. L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 est principalement attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la baisse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

Les dépenses d'investissement totalisent 32,9 millions \$ ce trimestre, notamment 24,0 millions \$ pour appuyer nos initiatives de croissance et 8,9 millions \$ pour la maintenance.

La dette nette se chiffre à 965,4 millions \$ au 31 décembre 2012, comparativement à 994,8 millions \$ au 30 septembre 2012.

En décembre 2012, dans le cadre d'un placement privé, CAE a émis des titres d'emprunt pour des montants de 348,9 millions \$ (125,0 millions \$ et 225,0 millions \$US) pour refinancer des dettes existantes. De ce montant, une tranche de 50,0 millions \$ porte intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires majorés d'une marge. Les 298,9 millions \$ (75,0 millions \$ et 225,0 millions \$US) restants portent intérêt à un taux allant de 3,6 % à 4,2 %. Les billets viennent à échéance entre décembre 2019 et décembre 2027.

CAE versera un dividende de 0,05 \$ par action le 28 mars 2013 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 mars 2013.

# Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2012

## 1. POINTS SAILLANTS

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

##### Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2012

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 522,1 millions \$ ce trimestre, en hausse de 7,7 millions \$, soit 1 %, par rapport au trimestre précédent et de 69,0 millions \$, soit 15 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012;
- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 1 516,6 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, en hausse de 202,1 millions \$, soit 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

##### Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 37,8 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 36,5 millions \$ (soit 0,14 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 1,3 million \$, soit 4 %, et comparativement à 45,6 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice 2012, ce qui représente une baisse de 7,8 millions \$, soit 17 %;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 95,6 millions \$ (soit 0,37 \$ par action) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, comparativement à 127,1 millions \$ (soit 0,49 \$ par action) à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 31,5 millions \$, soit 25 %;
- Des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,4 millions \$ (8,8 millions \$ après impôts) ont été comptabilisés ce trimestre, comparativement à 9,8 millions \$ (7,0 millions \$ après impôts) au trimestre précédent. Abstraction faite de ces coûts, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 46,6 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) ce trimestre et à 43,5 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) pour le trimestre précédent.

##### Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup> positifs de 90,7 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont représenté un montant positif de 104,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à un montant positif de 45,4 millions \$ au trimestre précédent et à un montant positif de 70,4 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance<sup>1</sup> et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 12,5 millions \$ ce trimestre, à 18,0 millions \$ au trimestre précédent et à 17,3 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés<sup>1</sup> ont totalisé 9,0 millions \$ ce trimestre, 9,7 millions \$ au trimestre précédent et 8,0 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

##### Capital utilisé<sup>1</sup> en hausse de 46,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie<sup>1</sup> a diminué de 48,1 millions \$ pour s'établir à 180,5 millions \$;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 23,8 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont augmenté de 61,9 millions \$, tandis que les autres passifs non courants ont diminué de 8,9 millions \$;
- La dette nette<sup>1</sup> s'est chiffrée à 965,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 994,8 millions \$ au trimestre précédent.

##### COMMANDES<sup>1</sup>

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>1</sup> pour le trimestre s'est établi à 0,76 (ratio de 0,76 pour les secteurs civils combinés, de 0,73 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,05 (ratio de 1,0 pour les secteurs civils combinés, de 1,11 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 397,8 millions \$, comparativement à 589,9 millions \$ au trimestre précédent et à 385,8 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2012;
- Le carnet de commandes<sup>1</sup> s'établissait à 3 833,0 millions \$ au 31 décembre 2012.

##### Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a remporté des contrats d'une valeur prévue de 149,3 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu de nouvelles commandes de 69,7 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 6 simulateurs de vol (FFS).

##### Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu de nouvelles commandes de 89,3 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a remporté des contrats d'une valeur de 60,8 millions \$.

<sup>1</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

### Nouveaux marchés principaux

- Les nouvelles commandes du secteur Nouveaux marchés principaux sont évaluées à 28,7 millions \$.

### AUTRES

- Nous avons acquis Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom), société spécialisée dans la conception, le développement et la vente de modèles synthétiques pour la formation par simulation à l'échographie;
- En décembre 2012, nous avons émis 348,9 millions \$ (125,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) de billets non garantis de premier rang échéant entre décembre 2019 et décembre 2027. Une tranche de 209,1 millions \$ du produit total a été affectée au remboursement de l'encours de la facilité de crédit non garantie de premier rang conclue en mai 2012, la tranche restante ayant été utilisée pour rembourser une partie de l'encours de la facilité de crédit à terme renouvelable non garantie;
- Le 8 novembre 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration supplémentaires pour rajuster la taille de nos activités, surtout en Europe. Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition*.

## 2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2013* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2013;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2012;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 13 février 2013 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2012. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute l'information financière présentée est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2012 et à nos états financiers consolidés audités annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Le rapport de gestion contenu dans notre rapport annuel 2012 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de normes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ou sur celui d'EDGAR, [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

### NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

### MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel 2012.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

### 3. À PROPOS DE CAE

#### 3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Nous tirons aussi parti de nos capacités de simulation dans les marchés des soins de santé et des mines. Nous sommes présents dans le monde entier, comptant environ 8 000 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans une trentaine de pays. Durant l'exercice 2012, nos produits des activités ordinaires annuels ont été supérieurs à 1,8 milliard \$ et provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion d'environ 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique. Nous offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans plus de 45 établissements dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation d'environ 100 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. Nous mettons notre expertise en matière de simulation et notre expérience opérationnelle au service de nos clients afin de les aider à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à assurer leur préparation et à résoudre des problèmes difficiles.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes, les services de placement de membres d'équipage et les services professionnels.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 65 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

#### 3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels à la mission en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de permettre la prise de meilleures décisions.

#### 3.3 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant de grandes capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus d'efficacité opérationnelle, de sécurité et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

CAE dessert essentiellement quatre grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation initiale des pilotes et le placement de membres d'équipage, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM;
- Le marché minier comprend des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

## MARCHÉ CIVIL

### Formation et services associés – Civil (FS/C)

*Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, à l'équipage de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage*

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale et de formation sur hélicoptère dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale et l'aviation commerciale, des exploitants d'hélicoptères et de l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 222 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 25 pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des services de placement de membres d'équipage et des FTO. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation à long terme et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau d'écoles de formation initiale dans le monde avec 11 écoles de pilotage et une capacité de formation de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial dans le domaine du placement sur contrat de professionnels de l'aviation dans l'industrie aéronautique, fournissant actuellement plus de 1 400 pilotes, membres d'équipage et autres professionnels de l'aviation en affectation à des compagnies aériennes, à des constructeurs OEM et à des entreprises de location clientes partout dans le monde.

### Produits de simulation – Civil (PS/C)

*Ce secteur conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile*

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation et de solutions d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Ces dernières années, nous avons conçu des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le Boeing 747-8, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000, Global 7000/8000 et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Tirant parti de notre important réseau de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de soutien et de services, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance et le déménagement des simulateurs.

### Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans les marchés émergents ont surclassé ce taux de croissance moyen mondial, ce qui est intéressant pour nous compte tenu de la position de chef de file que nous occupons dans ces régions. Certains transporteurs traditionnels américains, clientèle de longue date de CAE, ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. La croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs OEM et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

La demande dans le secteur de l'aviation d'affaires est surtout tributaire de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Selon la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis, le nombre de vols de jets d'affaires est demeuré stable au cours des 12 derniers mois. Le secteur affiche toujours un optimisme prudent quant à la poursuite de la reprise et à la croissance à long terme de l'aviation d'affaires; en conséquence, d'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Cessna, Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché demeure élevé et nous nous attendons à continuer d'enregistrer beaucoup de commandes au cours de l'exercice 2013 avec des ventes de FFS dans la mi-trentaine.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées;
- Commandes massives d'appareils;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage).

### **Croissance à long terme prévue du trafic aérien**

Au cours de l'année civile 2012, le trafic mondial de passagers a augmenté de 5,3 % par rapport à l'année civile 2011. Les marchés émergents ont réalisé les meilleures performances, le trafic passagers au Moyen-Orient et en Amérique latine ayant affiché une croissance respective de 15,2 % et de 9,5 %. Pendant cette même période, l'Asie-Pacifique et l'Europe ont progressé de 6,0 % et de 5,1 %, respectivement. La croissance moyenne du trafic passagers dans le monde est demeurée saine, quoique légèrement déprimée, au cours des derniers mois, surtout en raison d'une croissance plus faible en Europe et en Amérique du Nord. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %. Cette moyenne devrait se maintenir pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux importants.

### **Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien**

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services que nous offrons. Nous sommes présents dans ces marchés émergents à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupons une position de chef de file du marché, grâce à des activités, à des partenariats stratégiques et à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

### **Carnets de commandes d'appareils**

Les constructeurs d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet record de plus de 10 000 appareils. Nos activités civiles sont essentiellement tributaires de la flotte déjà en service pour soutenir la demande, près des deux tiers de nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale. Nos ventes de produits sont principalement liées aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

### **Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées**

Les plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries, y compris le contrat visant les avions Global 7000/8000, avec ATR pour le nouvel appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour le nouvel appareil MRJ, avec Airbus pour l'appareil A350 XWB, avec AVIC pour l'avion de transport de taille moyenne et avec COMAC pour l'avion C919. Ces contrats nous permettent de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont des FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity<sup>MC</sup> et des programmes de formation complets, et étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. D'autre part, si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

### **Les compagnies aériennes exigent des appareils plus efficaces**

Les constructeurs d'appareils commerciaux ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes plus efficaces, dont le nouveau Boeing 737 MAX, les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Airbus A320neo, le Mitsubishi MRJ, les COMAC ARJ21 et C919, l'appareil russe UAC SSJ100 et le Bombardier CSeries. La demande pour ces plateformes est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et l'amélioration des émissions et de l'empreinte environnementale. À lui seul, le carburant compte désormais pour environ un tiers des coûts d'exploitation des compagnies aériennes, soit une proportion qui représente plus du double de celle d'il y a dix ans. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire ces coûts et le risque lié à des fluctuations du coût du carburant ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération.

### **Les exploitants de jets d'affaires exigent des appareils à haute performance**

Les constructeurs d'appareils d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Global 7000/8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650 ainsi que les Cessna Citation M2, Latitude et Longitude, afin d'améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment la portée, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires.

### **Commandes massives d'appareils**

Les transporteurs traditionnels américains ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes, comme en témoigne la commande récente de United/Continental Airlines. Le transporteur nord-américain SkyWest Airlines a récemment passé une importante commande visant le nouveau jet régional de Mitsubishi. Des transporteurs à faible coût comme Norwegian Air Shuttle en Europe ainsi que AirAsia et Lion Air en Asie ont passé des commandes records auprès d'Airbus et de Boeing pour la croissance de leurs flottes.

### ***Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)***

#### *La demande mondiale devrait progresser à long terme*

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques.

#### *Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation*

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'ont adopté plusieurs autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes. Nous avons lancé le cours MPL de CAE à l'exercice 2010, et les diplômés de notre programme MPL ont rejoint le marché du travail. Au cours de l'exercice 2012, nous avons conclu avec AirAsia notre premier engagement à long terme à l'égard de la MPL. Grâce à l'acquisition d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à r.l. (OAA), nous avons ajouté des programmes MPL avec Dragonair, easyJet et Flybe. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés émergents où le besoin en pilotes qualifiés formés de la manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Aux États-Unis, la FAA travaille à la mise en œuvre de règles qui accroîtront l'expérience de vol minimale et les exigences de formation pour les pilotes du secteur de l'aviation commerciale. Plus particulièrement, tous les pilotes de ligne seront tenus de détenir une licence de pilote de ligne (ATPL), portant de 250 à 1 500 le nombre d'heures de vol minimales. Les exigences relatives aux programmes ATPL seront également étoffées afin d'augmenter le nombre d'heures de théorie et de formation fondée sur la simulation. Ce programme enrichi comprendra par exemple la formation spécialisée fondée sur la simulation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de conditions météorologiques défavorables, de décrochage et de perte de contrôle. En Europe, l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) collabore étroitement avec l'OACI et la FAA en vue d'élaborer des exigences réglementaires portant sur ces secteurs de la formation au pilotage, dès l'obtention de la licence de pilote de ligne et tout au long de la carrière d'un pilote, durant la formation initiale et périodique sur des types précis d'appareils.

## **MARCHÉ MILITAIRE**

Nous générons des revenus dans trois grands secteurs : produits de simulation, services de formation et centres de formation. Nous offrons des solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau d'un important parc de simulateurs et de dispositifs de formation; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des solutions intégrées d'entreprise (IES) fondées sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle et nous fournissons des services de soutien comme la maintenance et le soutien en service.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de notre présence mondiale et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement dans des marchés clés, notamment en Allemagne, en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Inde, au Moyen-Orient, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous articulons nos activités militaires autour d'un modèle d'exploitation mondiale visant à en assurer l'efficacité et à permettre à nos filiales locales d'adapter nos solutions tout en tirant parti de la portée et des capacités de la Société. Nos activités du secteur de la défense sont très diversifiées sur le plan géographique, nos revenus étant générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde, y compris dans certains marchés émergents comme l'Asie et le Moyen-Orient, qui font des investissements croissants dans la défense.

### **Produits de simulation – Militaire (PS/M)**

*Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales*

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

## Formation et services associés – Militaire (FS/M)

*Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service*

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main, une expertise dans l'intégration des systèmes de formation et des services de soutien à la formation aux forces armées du monde entier, comme le centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) à la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni), le centre d'entraînement C-130 de Tampa (États-Unis), le programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO) des Forces canadiennes, l'école German Army Aviation School à Bückeburg, le système d'entraînement de l'équipage (ATS) du KC-135 de l'U.S. Air Force dans 13 bases américaines et internationales, ainsi que nos centres de formation en coentreprise, notamment Rotorsim s.r.l. en Italie avec AgustaWestland et Helicopter Training Private Limited (HATSOFF) en Inde avec Hindustan Aeronautics Limited (HAL). Nous avons récemment formé une entreprise avec le gouvernement du Brunei afin de construire le CAE Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd (MPTC) qui fournira des services de formation à long terme sur les hélicoptères et les appareils à voilure fixe. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 70 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de solutions intégrées d'entreprise fondées sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

### Tendances et perspectives commerciales

Nous continuons toujours à voir un large éventail d'occasions d'affaires dans le monde pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils dont le cycle de vie devrait être long. Enfin vient le facteur le plus fondamental, la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Le processus d'approvisionnement continue de connaître des retards qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats et sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat. Bien que le gouvernement des États-Unis ait réussi à éviter la mise en œuvre de la loi intitulée *Budget Control Act of 2011* grâce à la conclusion d'un accord visant à empêcher bon nombre de hausses d'impôts, les coupures automatiques des programmes de défense et autres ont été reportées jusqu'en mars 2013, exacerbant des cycles d'approvisionnement déjà lents et reportés. Toutefois, nous continuons de présenter des soumissions pour un grand nombre de projets et nous prévoyons continuer d'obtenir notre juste part des nouvelles activités. En Europe, les compressions au niveau de la structure des forces de défense et les plans d'investissements futurs revus à la baisse ont rétréci l'éventail de nouvelles possibilités. Cependant, nous maintenons un éventail d'activités récurrentes en fonction desquelles nous sommes en voie d'adapter l'ampleur de nos opérations. Alors que les États-Unis et l'Europe sont aux prises avec des difficultés budgétaires, nous constatons une augmentation des possibilités émanant de régions où les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où CAE est bien établie et accroît sa présence. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, plus de 35 % de nos nouvelles commandes proviennent de l'Asie et du Moyen-Orient. Malgré les défis à court terme, il existe des exemples clairs où la formation fondée sur la simulation augmentera à moyen et à long terme. En particulier, le Government Accountability Office (GAO) des États-Unis a récemment déclaré que la U.S. Navy et l'U.S. Air Force prévoient augmenter considérablement le pourcentage de la formation basée sur la simulation d'ici 2020. La tradition en matière de formation pour l'aviation militaire était d'utiliser une combinaison de formation sur appareil et de formation synthétique, la formation sur appareil étant habituellement prédominante. Même si la formation pour l'aviation militaire conservera toujours une combinaison de formation sur appareil et de formation synthétique, nous sommes encouragés de voir que la U.S. Navy, l'U.S. Air Force et d'autres organisations accentuent le recours à la formation synthétique.

### Position mondiale

Depuis sa création, notre secteur militaire est diversifié à l'échelle mondiale. Notre carnet de commandes actuel est solide, il s'est accru au cours de l'exercice 2012, et nous constatons un large éventail de possibilités à l'échelle mondiale, malgré les pressions exercées sur les gouvernements, principalement aux États-Unis, en Europe continentale et au Royaume-Uni, afin qu'ils réduisent les dépenses militaires dans le cadre des réformes fiscales. Ces pressions ont fait en sorte que certains programmes ont été retardés ou amputés, et il est donc plus difficile de prédire le moment et la taille des occasions d'affaires aux États-Unis et en Europe. Certains pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ont entrepris la réduction de leur structure de forces. Ce phénomène se traduira par une baisse du nombre de personnes devant être formées sur les plateformes touchées, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos activités futures. Au même moment, certains marchés des pays émergents prévoient une croissance de leurs dépenses militaires, et nous occupons une place de choix dans ces régions.

### **Position de nos plateformes**

Au cours des dernières années, nous avons sciemment assuré la position de la Société quant à des plateformes d'appareils dont le cycle de vie, selon nous, sera long. Nous touchons principalement aux plateformes comme des hélicoptères, des appareils de transport, des avions de ravitaillement, des aéronefs de patrouille en mer et des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse. Nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions de simulation et d'entraînement pour ces types de plateformes militaires. Ces appareils comprennent des hélicoptères comme les MH-60S/R, NH90, CH-47 et d'autres, des avions de transport comme les C-130J et C-295, des avions de patrouille maritime comme les P-8A Poseidon et P-3C Orion, des aéronefs de ravitaillement comme le KC-46 et l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, ainsi que des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse comme le M-346 et le Hawk. Jusqu'à présent, bien que ces plateformes ne soient pas immunisées dans certains marchés, les plateformes d'hélicoptères et d'appareils de transport, qui ont des applications dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire, ont été relativement épargnées par rapport aux plateformes comme les avions de combat (chasseurs). Aux États-Unis, les coupures prévues n'ont pas eu d'incidences importantes sur les programmes dans lesquels nous sommes en position dominante.

### **Valeur de l'entraînement fondé sur la simulation**

Diverses études portant sur le secteur suggèrent que les solutions fondées sur la simulation seront en bonne position pour relever quelques-uns des défis qui se posent en matière de budget pour les exploitants du secteur de la défense. Par exemple, le rapport sur la formation maritime intitulé *Observations on the Navy's Use of Live and Simulated Training*, publié par le GAO des États-Unis en juin 2012, suggère que la place accordée à l'entraînement fondé sur la simulation pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020 pour certaines plateformes de la U.S. Navy. Nous sommes d'avis que nous faisons partie intégrante de la solution qui permettra aux forces de défense de réduire leurs coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

### **Éléments moteurs du marché et notre position**

Nous croyons que, dans le contexte actuel, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. La demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Demande croissante pour nos produits en réseau et nos services d'intégration des facteurs réels, virtuels et constructifs;
- Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- Nature actuelle et future des conflits armés, qui nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération.

### **Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation**

Les gouvernements et les forces de défense ont clairement exprimé leur volonté d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle, en partie pour tenir compte des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature des missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil. Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre de leur programme de formation global. Par exemple, l'U.S. Navy achète au moins 10 simulateurs P-8A pour former les membres d'équipage de sa flotte prévue de 117 avions de patrouille maritime P-8A. Cela représente une augmentation importante de la quantité de formation synthétique prévue pour le P-8A par rapport au P-3C qu'il remplace. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des aéronefs sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique.

### **Demande croissante pour nos produits en réseau et nos services d'intégration des facteurs réels, virtuels et constructifs**

#### **Nouvelles plateformes d'avions**

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel aéronef de patrouille en mer P-8A et met au point le nouvel avion de ravitaillement KC-46, Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde, Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules, Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse, et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères. CAE a des relations bien établies avec les constructeurs OEM pour plusieurs de ces plateformes, ainsi qu'avec d'autres constructeurs OEM pour d'autres plateformes, et nos relations ainsi que notre expérience sur ces appareils nous placent en position de saisir les occasions sur le plan des simulateurs et des services de formation.

#### **Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions**

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation. Nous sommes d'avis qu'il existe des possibilités de croissance si nous appliquons la simulation dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation aux programmes de recherche et de développement de même qu'à la conception et à l'essai des systèmes, à l'analyse des renseignements, à l'intégration et à l'exploitation, et à fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei, et nous sommes d'avis qu'il existe d'autres occasions de développement de centres de modélisation et de simulation intégrés.

#### Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements peuvent évaluer une gamme de solutions d'impartition, y compris les installations de formation et la prestation de services par des organismes gouvernementaux exploités par un entrepreneur (OGEE) et par des propriétaires-exploitants d'entreprises (PEE). Les gouvernements se tournent de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que l'industrie peut s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons participé à des contrats de cette nature (avec OGEE et PEE) au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Un exemple de programme avec un OGEE est le programme ATS du KC-135 de CAE aux États-Unis. Des exemples de service de formation offert par un PEE sont le MSHATF au Royaume-Uni, où nous offrons des services complets de formation à la RAF et à des clients tiers sur divers types d'hélicoptères, ainsi que notre entreprise nouvellement formée avec le gouvernement du Brunei afin de développer le centre CAE Brunei MPTC qui fournira des services de formation à long terme sur les hélicoptères et sur les appareils à voilure fixe.

#### Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs OEM prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mise à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, l'U.S. Air Force a accordé plusieurs modifications de contrats à CAE aux termes du programme ATS du KC-135, en vertu desquelles CAE actualisera et mettra à niveau la gamme d'appareils de formation KC-135, y compris 19 entraîneurs au vol opérationnel. Certaines mises à niveau sont en réaction aux mises à niveau apportées aux avions KC-135, tandis que d'autres améliorent la fidélité et les capacités des appareils de formation KC-135 pour que la proportion du programme global de formation fondée sur la simulation puisse augmenter. Notre programme ATS du KC-135 avec l'U.S. Air Force nous a permis de mettre à niveau les dispositifs d'entraînement KC-135, ce qui est nécessaire en raison des importantes mises à niveau des aéronefs et l'obsolescence des simulateurs.

#### *Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation*

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'U.S. Air Force, qui est le plus grand consommateur d'énergie du gouvernement américain, estime que ses coûts liés au carburant ont augmenté de plus de 225 % au cours de la dernière décennie. La montée du prix du carburant favorise l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation.

#### *Nature actuelle et future des conflits armés, qui nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération*

##### Demande de réseautage

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Nous préconisons activement les architectures de simulation standardisées et ouvertes, comme la base de données commune (CDB), qui facilite les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

#### Adoption grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, à notre centre MSHATF au Royaume-Uni, nous avons fourni un entraînement préalable au déploiement de la Royal Air Force et d'autres forces alliées avant leur déploiement en Afghanistan. À mesure que les États-Unis et leurs alliés réduisent le déploiement de leurs troupes de renfort en Afghanistan et ailleurs, il y aura une augmentation de la demande pour la formation traditionnelle à la maison mère. Lorsque les troupes ne participent pas à des opérations réelles, les forces armées doivent s'entraîner pour maintenir leurs aptitudes et leur préparation aux missions. Vu les coûts associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Toutefois, la plupart des organisations militaires prévoient également réduire leurs niveaux de force, ce qui se répercutera sur l'infrastructure de formation nécessaire actuelle et future.

## NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

### Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux étudiants et aux praticiens des outils réalistes très complets pour les aider à raffiner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la simulation et la modélisation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine, tandis que les établissements d'enseignement ont maintenant recours à la technologie et à la simulation pour faire concurrence aux institutions publiques.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les applications et le matériel de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir rapidement avec des mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens de s'entraîner et d'acquérir les compétences requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et un remplacement de valves cardiaques. Nos solutions d'échographie font appel à l'apprentissage en ligne, à des modèles de formation à l'échographie, à des mannequins et à un affichage 3D animé en temps réel, ce qui permet aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation, comme les modules d'apprentissage, l'apprentissage en ligne et les applications mobiles, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même que d'effectuer des expériences et des évaluations autogérées. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale sont conçues pour simplifier les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement, de débriefing et de planification des événements, de même que l'apprentissage.

CAE Santé est un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé, comptant plus de 7 000 simulateurs de patients, d'échographie et de chirurgie dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. CAE Santé a maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et compte plus de 300 employés qui collaborent avec une équipe de 50 formateurs cliniques et un réseau de 45 distributeurs dans 60 pays.

### Tendances et perspectives commerciales

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation; il englobe l'exploitation, la maintenance et la fourniture de tous les types de technologies de simulation et sa valeur est supérieure à 850 millions \$. La plus importante part de ce marché représente le secteur des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance dans les deux chiffres au cours des prochaines années en raison du besoin d'assurer la sécurité des patients et d'améliorer l'efficacité et l'efficacite de la formation en soins de santé avec l'aide de la technologie de simulation. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

La simulation médicale permet aux étudiants et aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 793 000 médecins et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

### Utilisation de simulateurs de patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. Les simulateurs de patients ont été conçus et développés pour un éventail d'applications en matière d'éducation et de formation des praticiens. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales tout en améliorant les soins fournis aux patients grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

La simulation de patients offre aussi aux praticiens la possibilité de s'exercer à soigner des problèmes aigus comme l'obstruction des voies aériennes, les arrêts cardiaques, les hémorragies, les états de choc et diverses autres situations d'urgence courantes. Grâce aux simulateurs, les intervenants peuvent acquérir une expérience de chaque situation clinique en évaluant les symptômes, en posant les gestes appropriés et en gérant la réaction du simulateur aux divers traitements.

#### *Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique*

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique (diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes), on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie l'application par excellence pour la simulation dans le secteur des soins de santé.

#### *Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé*

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients aux options technologiques de remplacement en chirurgie et aux autres procédures médicales a aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies de l'information et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les praticiens l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient correctement formés, l'appareil d'échographie portatif peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

#### *Augmentation du coût des soins de santé*

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et de traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation. Les experts ont démontré que l'utilisation de la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les taux d'erreur, ce qui aide à atténuer le taux d'augmentation dans le coût global des soins de la santé.

#### *Pénurie de fournisseurs de services*

On s'attend à des pénuries de médecins dans les secteurs des soins de première ligne, de la médecine familiale et de la médecine spécialisée. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation. Le vieillissement de la population intensifie la demande en soins de santé, tandis que le vieillissement des travailleurs de la santé augmente le risque lié au roulement de personnel dans les hôpitaux. D'ici 2014, selon le ministère américain de la Santé et des Services sociaux, le pays aura besoin de nouveaux infirmiers à hauteur de 1,2 million pour répondre à la demande; de 500 000 pour remplacer ceux qui quittent la profession et de 700 000 pour satisfaire à la demande croissante de services infirmiers. L'Organisation mondiale de la Santé a également indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

### **Marché des mines**

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, aux États-Unis, en Inde, au Kazakhstan, au Mexique, au Pérou et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires en fournissant des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent plus de 100 géologues et ingénieurs expérimentés, répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, des études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra, développés et lancés durant l'exercice 2012, mettent à profit notre expérience en matière de simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

### Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Pénurie de compétences;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Gestion et contrôle de l'exploitation.

#### *Pénurie de compétences*

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut d'une hausse importante du nombre de travailleurs expérimentés ou de la mise en œuvre de nouvelles technologies permettant d'intensifier la production avec moins de travailleurs, la croissance de l'approvisionnement sera entravée. La pénurie de compétences fera probablement stimuler la demande de formation supplémentaire.

#### *Priorité accordée aux questions de santé et sécurité*

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

#### *Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation*

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés dans certaines régions du monde a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue d'outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité.

#### *Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction*

Les teneurs moyennes sont en baisse alors que la consommation d'énergie est en hausse, entraînant un changement important du prix de base du secteur. Les grandes sociétés minières doivent disposer d'une expertise multidisciplinaire pour surmonter les défis complexes auxquels est confronté le secteur. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

#### *Gestion et contrôle de l'exploitation*

En raison de l'étendue et de la complexité croissante de l'exploitation, les sociétés minières sont à la recherche de solutions de surveillance en temps réel, de coordination, de prise de décisions et de contrôle à distance d'actifs fixes et mobiles. Nous collaborons dans des marchés du monde entier et fournissons aux exploitants miniers la possibilité d'intégrer nos systèmes miniers largement utilisés à d'autres technologies de gestion opérationnelle. Par exemple, en septembre 2012, nous avons mis en place un partenariat stratégique avec une importante société brésilienne du secteur de la technologie de gestion de l'exploitation, Devex, laquelle nous accorde les droits exclusifs portant sur la distribution des solutions minières de Devex dans certains pays.

## 4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	<b>31 décembre</b>	30 septembre		31 mars	(Diminution)/
	<b>2012</b>	2012	Augmentation	2012	augmentation
Dollar américain (\$ US ou USD)	<b>0,99</b>	0,98	1%	1,00	(1%)
Euro (€)	<b>1,31</b>	1,26	4%	1,33	(2%)
Livre sterling (£ ou GBP)	<b>1,62</b>	1,59	2%	1,60	1%

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2012	30 septembre 2012	(Diminution)/ augmentation	31 décembre 2011	Diminution
Dollar américain (\$ US ou USD)	0,99	1,00	(1%)	1,02	(3%)
Euro (€)	1,29	1,25	3%	1,38	(7%)
Livre sterling (£ ou GBP)	1,59	1,57	1%	1,61	(1%)

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une diminution de 13,6 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,6 million \$ du résultat net du trimestre par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une diminution de 22,3 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 1,1 million \$ du résultat net par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2012.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau de centres de formation**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde, Singapour et Royaume-Uni)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipements qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Comme décrit ci-dessus, les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons au Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

## 5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

### Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

### Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

### Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

### Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

### Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

### Dette nette ajustée

La dette nette ajustée est une mesure hors PCGR par laquelle nous contrôlons le niveau de notre dette nette sans tenir compte des obligations supplémentaires au titre des contrats de location-financement. Nous surveillons cet indicateur et nous croyons que les lecteurs de notre rapport de gestion l'utilisent pour évaluer notre rendement avec les sociétés semblables. Pour la calculer, nous soustrayons du total de notre dette à long terme, y compris la partie courante de la dette à long terme, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les obligations au titre des contrats de location-financement.

### Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

**Fonds de roulement hors trésorerie**

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

**Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

**Marge brute**

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes de même que les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

**Nombre équivalent de simulateurs actifs**

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des produits des activités ordinaires.

**Rendement du capital utilisé**

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

**Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

**Résultat opérationnel sectoriel**

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel abstraction faite du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

## 6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 6.1 Résultat opérationnel – troisième trimestre de l'exercice 2013

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	<b>T3-2013</b>	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
Produits des activités ordinaires	\$ <b>522,1</b>	514,4	480,1	506,7	453,1
Coût des ventes	\$ <b>370,9</b>	370,4	321,0	336,6	300,2
Marge brute <sup>2</sup>	\$ <b>151,2</b>	144,0	159,1	170,1	152,9
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	% <b>29,0</b>	28,0	33,1	33,6	33,7
Frais de recherche et de développement <sup>2</sup>	\$ <b>14,0</b>	14,5	14,0	15,2	16,5
Frais de vente, généraux et d'administration	\$ <b>67,3</b>	67,3	68,4	71,8	62,5
Autres profits – montant net	\$ <b>(5,9)</b>	(14,5)	(0,1)	(5,6)	(3,6)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	\$ <b>13,4</b>	9,8	32,0	-	-
Résultat opérationnel <sup>2</sup>	\$ <b>62,4</b>	66,9	44,8	88,7	77,5
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	% <b>12,0</b>	13,0	9,3	17,5	17,1
Produits financiers	\$ <b>(2,7)</b>	(1,6)	(1,5)	(1,5)	(1,6)
Charges financières	\$ <b>18,2</b>	19,2	18,4	18,1	17,8
Charges financières – montant net	\$ <b>15,5</b>	17,6	16,9	16,6	16,2
Résultat avant impôts sur le résultat	\$ <b>46,9</b>	49,3	27,9	72,1	61,3
Charge d'impôt sur le résultat	\$ <b>9,4</b>	12,5	6,2	18,4	15,2
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	% <b>20</b>	25	22	26	25
Résultat net	\$ <b>37,5</b>	36,8	21,7	53,7	46,1
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ <b>37,8</b>	36,5	21,3	53,2	45,6
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ <b>(0,3)</b>	0,3	0,4	0,5	0,5
	\$ <b>37,5</b>	36,8	21,7	53,7	46,1
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	\$ <b>0,15</b>	0,14	0,08	0,21	0,18

#### Produits des activités ordinaires en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent et de 15 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 7,7 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette progression est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 9,7 millions \$, soit 7 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires de certains programmes européens et des programmes asiatiques. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires de certains programmes nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 4,7 millions \$, soit 2 %, principalement en raison de l'incidence favorable du change à la conversion des comptes de nos établissements à l'étranger, surtout en raison de l'affermissement de l'euro par rapport au dollar canadien, et de la hausse des produits des activités ordinaires en Europe et dans les marchés émergents. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires en Amérique du Nord et en Amérique du Sud;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 0,4 million \$, soit 1 %, surtout en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires de CAE Mines, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires de CAE Santé;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 1,6 million \$, soit 2 %, essentiellement en raison du recul de l'activité d'un programme de formation européen et du programme ATS du KC-135 aux États-Unis, contrebalancé en partie par la hausse des produits des activités ordinaires des autres programmes nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont diminué de 5,5 millions \$, soit 6 %, principalement en raison de l'échéancier des étapes importantes liées aux produits et de la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés au titre des ventes de simulateurs partiellement construits.

<sup>2</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 69,0 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012. Cette progression est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 70,8 millions \$, soit 58 %, principalement en raison de l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA et de la hausse des produits des activités ordinaires en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'affaiblissement du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 12,7 millions \$, soit 16 %, du fait essentiellement de la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 1,6 million \$, soit 6 %, ce qui s'explique principalement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé par suite de l'augmentation des ventes aux forces militaires et aux gouvernements ainsi que par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 4,2 millions \$, soit 6 %, essentiellement en raison du recul des produits des activités ordinaires des programmes européens, de la baisse de l'activité des programmes de formation européens et de l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes de nos établissements à l'étranger. La diminution a été contrebalancée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires d'un programme de soutien en service canadien, des programmes australiens et du programme ATS du KC-135 aux États-Unis;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 11,9 millions \$, soit 8 %, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires des programmes nord-américains et de l'activité liée à nos produits IES, ainsi que par l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements à l'étranger. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires des programmes asiatiques et de certains programmes européens.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 1 516,6 millions \$ depuis le début de l'exercice, ce qui représente une hausse de 202,1 millions \$, soit 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 187,7 millions \$, soit 51 %, principalement en raison de l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA et de la hausse des produits des activités ordinaires en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 24,3 millions \$, soit 41 %, surtout en raison de la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé qui découle en grande partie de l'intégration de METI;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 13,2 millions \$, soit 5 %, du fait essentiellement de la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés au titre des ventes de simulateurs partiellement construits;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 6,2 millions \$, soit 3 %, surtout en raison de la baisse de l'activité liée à nos services IES, du recul des produits des activités ordinaires des programmes européens et de l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements européens. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires du programme ATS du KC-135 aux États-Unis, des programmes australiens et des programmes nord-américains, de même que par l'activité accrue liée à certains programmes de formation sur hélicoptères;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 16,9 millions \$, soit 4 %, ce qui est principalement attribuable au recul des produits des activités ordinaires de certains programmes européens et de l'activité liée à nos produits IES ainsi que l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei au début de l'exercice 2012. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires des programmes asiatiques, de certains programmes nord-américains et des programmes australiens.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

### **Résultat opérationnel en baisse de 4,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 15,1 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel s'est établi à 62,4 millions \$ ce trimestre, soit 12,0 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 66,9 millions \$, soit 13,0 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 77,5 millions \$, soit 17,1 % des produits des activités ordinaires, au troisième trimestre de l'exercice 2012. Compte non tenu des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,4 millions \$ comptabilisés ce trimestre et de 9,8 millions \$ comptabilisés au trimestre précédent, le résultat opérationnel se serait établi à 75,8 millions \$ et à 76,7 millions \$, respectivement.

Le résultat opérationnel sectoriel<sup>3</sup> est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, affichant une baisse de 0,9 million \$. Les baisses du résultat opérationnel de 2,6 millions \$, de 0,9 million \$ et de 0,5 million \$ pour les secteurs PS/M, PS/C et NMP, respectivement, ont été contrebalancées par les hausses de 1,8 million \$ pour le secteur FS/C et de 1,3 million \$ pour le secteur FS/M.

Le résultat opérationnel sectoriel est demeuré stable par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012, affichant une baisse de 1,7 million \$. Les baisses du résultat opérationnel sectoriel de 8,6 millions \$ pour le secteur PS/M et de 1,3 million \$ pour le secteur FS/M ont été contrebalancées par les hausses de 4,8 millions \$, de 3,1 millions \$ et de 0,3 million \$ pour les secteurs PS/C, NMP et FS/C, respectivement.

<sup>3</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 229,3 millions \$, en hausse de 15,9 millions \$, soit 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel de 17,2 millions \$ pour le secteur NMP et de 13,7 millions \$ pour le secteur PS/C ont été contrebalancées en partie par les baisses de 7,9 millions \$, de 4,9 millions \$ et de 2,2 millions \$ pour les secteurs PS/M, FS/M et FS/C, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition* et *Résultats par secteur*.

**Montant net des charges financières en baisse de 2,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 0,7 million \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

Le montant net des charges financières a affiché une baisse par rapport au trimestre précédent, laquelle s'explique essentiellement par l'augmentation des produits financiers liés aux comptes débiteurs à long terme.

Le montant net des charges financières a diminué par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012, essentiellement en raison de l'augmentation des produits financiers liés aux comptes débiteurs à long terme et de la diminution des obligations au titre des redevances, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'utilisation accrue des facilités de crédit en raison de l'acquisition d'OAA.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, le montant net des charges financières s'est établi à 50,0 millions \$, ce qui représente une augmentation de 4,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique essentiellement par l'utilisation accrue des facilités de crédit en raison de l'acquisition d'OAA et par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant du placement privé de billets de premier rang émis en août 2011 pour financer l'acquisition de METI, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la baisse des obligations relatives aux redevances.

**Taux d'impôt effectif de 20 % ce trimestre**

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 9,4 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 20 %, comparativement à 25 % au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2012. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 28,1 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 23 %, comparativement à 23 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

La diminution du taux d'impôt de ce trimestre par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable au changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions et à la comptabilisation d'un actif d'impôt découlant des profits d'un de nos établissements à l'étranger.

La diminution du taux d'impôt de ce trimestre par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 est principalement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions et à la comptabilisation d'un actif d'impôt découlant des profits d'un de nos établissements à l'étranger.

## **6.2 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition**

Le 23 mai 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration qui visaient à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à des changements dans les marchés de la défense que nous desservons. Par suite de ces mesures, notre main-d'œuvre a été réduite d'environ 300 employés à l'échelle mondiale. Le 8 novembre 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration supplémentaires pour rajuster la taille de nos activités, surtout en Europe. Des coûts de restructuration de 36,1 millions \$, qui se composent principalement d'indemnités de fin de contrat de travail et d'autres coûts liés, dont les obligations connexes au titre des avantages du personnel, ont été pris en compte dans le résultat net des neuf premiers mois de l'exercice 2013.

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions d'OAA, un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement des membres d'équipage. À ce jour, des coûts de 19,1 millions \$ au titre des activités de restructuration, d'intégration et d'acquisition ont été pris en compte dans le résultat net des neuf premiers mois de l'exercice 2013. Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés, dont les obligations connexes au titre des avantages du personnel. Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans nos activités courantes. Il s'agit principalement des dépenses concernant le redéploiement des simulateurs, la normalisation au titre de la réglementation et des procédés, l'intégration des systèmes et d'autres activités. Les coûts d'acquisition représentent les coûts directement liés à l'acquisition d'OAA, à savoir les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

De plus amples renseignements sur les Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition sont fournis à la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

### 6.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 833,0 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. De nouvelles commandes de 397,8 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour ce trimestre, neutralisées par des produits des activités ordinaires de 522,1 millions \$ tirés du carnet de commandes.

#### Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012	Période de neuf mois close le 31 décembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 3 909,1	\$ 3 724,2
+ commandes	397,8	1 394,5
- produits des activités ordinaires	(522,1)	(1 516,6)
+/- ajustements	48,2	230,9
<b>Carnet de commandes en fin de période</b>	<b>\$ 3 833,0</b>	<b>\$ 3 833,0</b>

Les ajustements apportés au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'expliquent en grande partie par l'incidence favorable du change et par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,76. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,05.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

## 7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

**PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT****Résultat opérationnel sectoriel***(en millions, sauf les marges opérationnelles)*

		<b>T3-2013</b>	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	<b>29,1</b>	27,3	33,3	30,3	28,8
	%	<b>15,0</b>	14,4	19,5	22,9	23,4
Produits de simulation – Civil	\$	<b>18,0</b>	18,9	14,4	14,0	13,2
	%	<b>19,3</b>	19,1	17,9	16,8	16,4
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	<b>18,3</b>	20,9	19,5	34,6	26,9
	%	<b>13,0</b>	16,0	14,4	17,7	17,7
Formation et services associés – Militaire	\$	<b>8,7</b>	7,4	8,9	11,0	10,0
	%	<b>13,2</b>	11,0	13,2	15,4	14,3
Nouveaux marchés principaux	\$	<b>1,7</b>	2,2	0,7	(1,2)	(1,4)
	%	<b>5,9</b>	7,8	2,7	-	-
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	\$	<b>75,8</b>	76,7	76,8	88,7	77,5
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	\$	<b>(13,4)</b>	(9,8)	(32,0)	-	-
Résultat opérationnel	\$	<b>62,4</b>	66,9	44,8	88,7	77,5

**Capital utilisé<sup>4</sup>***(en millions)*

		<b>T3-2013</b>	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	<b>1 542,1</b>	1 517,7	1 535,3	1 173,0	1 150,8
Produits de simulation – Civil	\$	<b>61,9</b>	73,2	53,7	39,1	65,4
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	<b>324,0</b>	358,1	336,6	270,4	266,7
Formation et services associés – Militaire	\$	<b>208,1</b>	186,1	197,1	181,2	199,0
Nouveaux marchés principaux	\$	<b>198,6</b>	177,6	181,9	179,3	174,5
	\$	<b>2 334,7</b>	2 312,7	2 304,6	1 843,0	1 856,4

**7.1 Secteurs civils****EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013**

- Notre premier programme de formation pour l'aviation d'affaires en Chine, qui vise la formation sur Gulfstream 450/550 au Shanghai Eastern Flight Training Centre (SEFTC), a été approuvé par les organismes de réglementation;
- Nous avons inauguré avec notre coentrepreneur China Southern Airlines notre premier programme de formation sur hélicoptères civils en Chine au Zhuhai Flight Training Centre;
- Nous avons inauguré avec notre coentrepreneur Cebu Pacific Air le Philippine Academy for Aviation Training (PAAT) dans la zone franche de Clark (Philippines). Le centre offrira la formation sur un FFS Airbus A320;
- Bombardier Aéronautique nous a nommés fournisseur de formation autorisé pour la formation des pilotes et des techniciens de maintenance sur les jets d'affaires en Europe et fournisseur mondial de formation autorisé pour les jets d'affaires de la série Global;
- Nous avons souligné la dixième année de notre association avec Emirates Airlines à Dubaï (Émirats arabes unis), qui est passée de deux à 13 FFS et forme maintenant plus de 10 000 pilotes et techniciens chaque année. La coentreprise Zhuhai Flight Training Center (ZFTC) entre China Southern et CAE a également célébré sa dixième année d'existence. Aujourd'hui, ZFTC est la plus importante installation indépendante de qualification de type du domaine de l'aviation commerciale en Chine, avec une capacité actuelle de 24 FFS et l'intention de porter cette capacité à 40 FFS.

<sup>4</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

**RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS***(en millions, sauf les marges opérationnelles)*

	<b>T3-2013</b>	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
Produits des activités ordinaires	\$ <b>287,2</b>	288,0	251,2	215,4	203,7
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>47,1</b>	46,2	47,7	44,3	42,0
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>16,4</b>	16,0	19,0	20,6	20,6
Carnet de commandes	\$ <b>1 707,0</b>	1 746,1	1 761,9	1 535,0	1 469,3

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,76 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,0.

**FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL**

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats de formation des pilotes devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 149,3 millions \$, notamment :

- Un contrat à long terme avec Global Jet Luxembourg;
- Un contrat à long terme avec Sun Air Jets pour les appareils Bombardier, Cessna, Gulfstream et Hawker Beechcraft;
- Un renouvellement du contrat à long terme avec Oman Air pour le Boeing 737NG;
- Un contrat à long terme avec Abelag;
- Un nouveau contrat avec Passaredo Taxi Aereo Ltda. pour l'ATR-500;
- Un nouveau contrat avec Braathens Training;
- Un contrat visant plusieurs appareils avec DC Aviation pour les Dassault Falcon 900EX EASy, Bombardier Global Express et Gulfstream G550.

**Résultats financiers***(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NESAs et les FFS déployés)*

	<b>T3-2013</b>	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
Produits des activités ordinaires	\$ <b>193,8</b>	189,1	170,9	132,3	123,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>29,1</b>	27,3	33,3	30,3	28,8
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>15,0</b>	14,4	19,5	22,9	23,4
Dotation aux amortissements	\$ <b>26,0</b>	25,9	23,7	20,7	21,0
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ <b>24,4</b>	39,2	39,7	37,2	37,6
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ <b>12,0</b>	2,6	2,5	2,8	2,3
Capital utilisé	\$ <b>1 542,1</b>	1 517,7	1 535,3	1 173,0	1 150,8
Carnet de commandes	\$ <b>1 345,8</b>	1 360,9	1 400,0	1 183,4	1 102,8
Unités NESAs <sup>5</sup>	<b>186</b>	187	164	142	140
FFS déployés	<b>222</b>	218	216	171	170

**Produits des activités ordinaires en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent et de 58 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'incidence favorable du change à la conversion des comptes de nos établissements à l'étranger, surtout en raison de l'affermissement de l'euro par rapport au dollar canadien, et à la hausse des produits des activités ordinaires en Europe et dans les marchés émergents. La hausse a été contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA et par la hausse des produits des activités ordinaires en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'affaiblissement du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 553,8 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, ce qui représente une augmentation de 187,7 millions \$, soit 51 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'intégration dans nos résultats des activités d'OAA et par la hausse des produits des activités ordinaires en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien.

<sup>5</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

### Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 29,1 millions \$ (15,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 27,3 millions \$ (14,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 28,8 millions \$ (23,4 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2012.

La hausse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la réalisation de profits à la cession de deux FFS et l'augmentation du résultat opérationnel sectoriel en Europe et dans les marchés émergents, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'incidence favorable du change au trimestre précédent et par la baisse du résultat opérationnel sectoriel en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Le résultat opérationnel sectoriel est demeuré stable par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012. La hausse découlant de la réalisation de profits à la cession de deux FFS, de l'intégration d'OAA dans nos résultats et de l'augmentation du résultat opérationnel sectoriel dans les marchés émergents a été contrebalancée par la baisse du résultat opérationnel sectoriel en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud et par l'incidence défavorable du change.

Le résultat opérationnel sectoriel des neuf premiers mois de l'exercice s'établit à 89,7 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires), ce qui est stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse découlant des profits tirés des initiatives d'expansion stratégique comptabilisés au cours de l'exercice précédent, du recul du résultat opérationnel sectoriel en Europe et de l'incidence défavorable du change a été contrebalancée par l'intégration d'OAA dans nos résultats et par la hausse du résultat opérationnel sectoriel dans les marchés émergents, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

### Dépenses en immobilisations corporelles de 24,4 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 5,5 millions \$ ce trimestre et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 18,9 millions \$. Nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation, là où il y a de la demande, afin d'accroître notre part de marché et de satisfaire les exigences de nos clients en matière de formation.

### Capital utilisé en hausse de 24,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est principalement attribuable à une hausse des immobilisations corporelles et incorporelles en raison d'un investissement dans un partenariat exclusif stratégique. La hausse a été contrebalancée en partie par la baisse du fonds de roulement hors trésorerie.

### Carnet de commandes de 1 345,8 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012	Période de neuf mois close le 31 décembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 1 360,9	\$ 1 183,4
+ commandes	149,3	461,0
- produits des activités ordinaires	(193,8)	(553,8)
+/- ajustements	29,4	255,2
Carnet de commandes en fin de période	<b>\$ 1 345,8</b>	<b>\$ 1 345,8</b>

Les ajustements apportés au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'expliquent en grande partie par l'incidence favorable du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,77. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,98.

### PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des six FFS suivants :

- Deux FFS C919 à Commercial Aircraft Corporation of China (COMAC), ainsi que l'outil CAE Augmented Engineering Environment (AEE), qui servira à soutenir le développement du nouvel appareil;
- Deux FFS, un Boeing 737NG et un Bombardier CRJ200, à New Information Technologies in Aviation (NITA);
- Deux FFS, un Boeing 787 et un Boeing 737, à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Le secteur PS/C a ainsi obtenu des commandes portant sur la fourniture de 25 FFS pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012.

**Résultats financiers***(en millions, sauf les marges opérationnelles)*

	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 93,4	98,9	80,3	83,1	80,7
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 18,0	18,9	14,4	14,0	13,2
Marges opérationnelles	% 19,3	19,1	17,9	16,8	16,4
Dotations aux amortissements	\$ 2,2	1,9	1,5	2,1	1,7
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 0,8	0,8	2,7	2,3	1,3
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 5,3	4,6	5,0	5,2	4,5
Capital utilisé	\$ 61,9	73,2	53,7	39,1	65,4
Carnet de commandes	\$ 361,2	385,2	361,9	351,6	366,5

**Produits des activités ordinaires en baisse de 6 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 16 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'échéancier des étapes importantes liées aux produits et par la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés au titre des ventes de simulateurs partiellement construits.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 272,6 millions \$ depuis le début de l'exercice, en hausse de 13,2 millions \$, soit 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées a été contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisées au titre des ventes de simulateurs partiellement construits.

**Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 5 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 36 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 18,0 millions \$ (19,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 18,9 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 13,2 millions \$ (16,4 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2012.

La diminution par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à l'incidence favorable du change au trimestre précédent et à la baisse des produits des activités ordinaires susmentionnée, compensées en partie par une composition de programmes favorable.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des volumes et par la baisse des dépenses au titre des programmes de R.-D., déduction faite de l'aide gouvernementale.

Le résultat opérationnel sectoriel s'établit à 51,3 millions \$ (18,8 % des produits des activités ordinaires) depuis le début de l'exercice, ce qui représente une hausse de 13,7 millions \$, soit 36 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'amélioration des marges liées aux projets, l'incidence favorable du change, les taux de couverture favorables et l'augmentation des volumes.

**Capital utilisé en baisse de 11,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La diminution du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la baisse des actifs au titre des contrats en cours et de l'accroissement des comptes créditeurs et charges à payer, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des stocks.

**Carnet de commandes en baisse de 6 % par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012	Période de neuf mois close le 31 décembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 385,2	\$ 351,6
+ commandes	69,7	295,9
- produits des activités ordinaires	(93,4)	(272,6)
+/- ajustements	(0,3)	(13,7)
Carnet de commandes en fin de période	\$ 361,2	\$ 361,2

Les ajustements apportés au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'expliquent en grande partie par l'incidence défavorable du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,75. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,03.

## 7.2 Secteurs militaires

### EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

- Nous avons lancé notre dispositif d'entraînement aux missions sur drones, qui combine une architecture ouverte à un matériel et à un logiciel de simulation prêts à l'emploi pour fournir un système d'entraînement complet non lié à une plateforme, à l'intention des pilotes de drones, des opérateurs de capteurs et des commandants de missions;
- Notre groupe Solutions de missions a obtenu la certification CMMI (modèle intégré d'évolution des capacités) de niveau 5, la plus haute norme de qualité possible pour l'ingénierie logicielle;
- Nous avons signé une entente avec le ministère de la Défense des Pays-Bas visant la commercialisation et la vente de services de formation de tiers sur un simulateur de missions C-130 certifié au niveau D construit par CAE.

### RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>		T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
Produits des activités ordinaires	\$	206,2	198,1	202,8	267,1	222,3
Résultat opérationnel sectoriel	\$	27,0	28,3	28,4	45,6	36,9
Marges opérationnelles	%	13,1	14,3	14,0	17,1	16,6
Carnet de commandes	\$	2 126,0	2 163,0	2 132,6	2 189,2	2 045,6

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,73 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,11.

Les commandes non financées<sup>6</sup> des secteurs militaires combinés s'établissaient à 236,4 millions \$ au 31 décembre 2012.

### PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 89,3 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de la U.S. Navy aux termes du programme de vente de matériel militaire à l'étranger pour la conception et la construction de deux entraîneurs au vol tactique et opérationnel MH-60R pour la Royal Australian Navy;
- Un contrat du ministère de la Défense du Royaume-Uni pour la mise à niveau d'un des simulateurs de missions dynamiques CH-47 Chinook au centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF).

### Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>		T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
Produits des activités ordinaires	\$	140,5	130,8	135,4	195,6	152,4
Résultat opérationnel sectoriel	\$	18,3	20,9	19,5	34,6	26,9
Marges opérationnelles	%	13,0	16,0	14,4	17,7	17,7
Dotation aux amortissements	\$	3,9	4,1	3,1	3,3	3,1
Dépenses en immobilisations corporelles	\$	2,3	1,6	1,9	2,4	2,6
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$	6,4	6,9	6,0	5,8	5,4
Capital utilisé	\$	324,0	358,1	336,6	270,4	266,7
Carnet de commandes	\$	728,9	723,1	755,6	786,0	812,7

### Produits des activités ordinaires en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 8 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de certains programmes européens et des programmes asiatiques, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires de certains programmes nord-américains.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires des programmes nord-américains et de l'activité liée à nos produits IES, ainsi que par l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements à l'étranger. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires des programmes asiatiques et de certains programmes européens.

<sup>6</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 406,7 millions \$ pour la période de neuf mois, en baisse de 16,9 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable au recul des produits des activités ordinaires de certains programmes européens et de l'activité liée à nos produits IES ainsi que l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei au début de l'exercice 2012. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires des programmes asiatiques, de certains programmes nord-américains et des programmes australiens.

#### **Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 12 % par rapport au trimestre précédent et de 32 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 18,3 millions \$ (13,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 20,9 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 26,9 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2012.

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la reprise au trimestre précédent d'un passif éventuel découlant d'un regroupement d'entreprises, par la baisse des volumes des programmes nord-américains et par l'incidence favorable du change au trimestre précédent, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des volumes et des marges opérationnelles des programmes asiatiques et de certains programmes européens.

La baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 est principalement attribuable à la baisse des volumes des programmes nord-américains, des marges opérationnelles des programmes européens et des volumes de l'activité liée à nos produits IES, contrebalancée en partie par la hausse des volumes et des marges opérationnelles des programmes asiatiques.

Le résultat opérationnel sectoriel s'établit à 58,7 millions \$ (14,4 % des produits des activités ordinaires) pour la période de neuf mois, ce qui représente une baisse de 7,9 millions \$, soit 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par la baisse des volumes et des marges opérationnelles des programmes européens et par le recul des marges opérationnelles de certains programmes nord-américains. La baisse a été contrebalancée en partie par la reprise d'un passif éventuel découlant d'un regroupement d'entreprises dont il est question ci-dessus, par la hausse des volumes et des marges opérationnelles des programmes asiatiques et par l'incidence favorable du change.

#### **Capital utilisé en baisse de 34,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La baisse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, laquelle s'explique par le recul des actifs au titre des contrats en cours et la hausse des comptes créditeurs et charges à payer.

#### **Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012	Période de neuf mois close le 31 décembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 723,1	\$ 786,0
+ commandes	89,3	288,9
- produits des activités ordinaires	(140,5)	(406,7)
+/- ajustements	57,0	60,7
Carnet de commandes en fin de période	\$ 728,9	\$ 728,9

Les ajustements apportés au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'expliquent en grande partie par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme et par l'incidence favorable du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,64. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,78.

#### **FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE**

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 60,8 millions \$, notamment :

- Un contrat de l'Australian Defence Force pour la formation sur Hawker Beechcraft King Air 350;
- Un contrat de l'Armée de l'air royale néo-zélandaise pour la formation complète sur C-130 à notre centre de formation CAE Amsterdam de Hoofddorp (Pays-Bas);
- Une commande du ministère de la Défense du Royaume-Uni pour le maintien des services de formation sur hélicoptères Puma au centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF);
- Un contrat de Lockheed Martin pour la poursuite des services opérationnels et de maintenance dans le cadre du programme de Système de maintenance et d'entraînement des équipages du C-130J de l'U.S. Air Force.

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>T3-2013</b>	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 65,7	67,3	67,4	71,5	69,9
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 8,7	7,4	8,9	11,0	10,0
<i>Marges opérationnelles</i>	% 13,2	11,0	13,2	15,4	14,3
Dotation aux amortissements	\$ 4,7	4,3	4,5	5,2	5,0
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 4,7	1,6	1,3	1,5	2,1
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 0,5	0,8	0,8	1,1	0,1
Capital utilisé	\$ 208,1	186,1	197,1	181,2	199,0
Carnet de commandes	\$ 1 397,1	1 439,9	1 377,0	1 403,2	1 232,9

**Produits des activités ordinaires en baisse de 2 % par rapport au trimestre précédent et de 6 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par le recul de l'activité liée à un programme de formation européen et au programme ATS du KC-135 aux États-Unis, contrebalancé en partie par la hausse des produits des activités ordinaires des autres programmes nord-américains.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par le recul des produits des activités ordinaires des programmes européens, la baisse de l'activité liée aux programmes de formation européens et l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes de nos établissements à l'étranger. La diminution a été contrebalancée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires d'un programme de soutien en service canadien, des programmes australiens et du programme ATS du KC-135 aux États-Unis.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 200,4 millions \$ pour la période de neuf mois, en baisse de 6,2 millions \$, soit 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution découle en grande partie de la baisse de l'activité liée à nos services IES, du recul des produits des activités ordinaires des programmes européens et de l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes des établissements européens. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires du programme ATS du KC-135 aux États-Unis, des programmes australiens et des programmes nord-américains, de même que par l'activité accrue liée à certains programmes de formation sur hélicoptères.

**Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 18 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 13 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 8,7 millions \$ (13,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 7,4 millions \$ (11,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 10,0 millions \$ (14,3 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des volumes des programmes nord-américains et par l'amélioration des marges opérationnelles de nos services IES, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la baisse des volumes d'un programme de formation européen.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la baisse des volumes des programmes européens, des marges opérationnelles liées à un programme de soutien en service européen et du dividende reçu au titre d'un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni. Le recul a été contrebalancé en partie par l'augmentation des marges opérationnelles liées à certains programmes nord-américains.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 25,0 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires) pour la période de neuf mois, ce qui représente un recul de 4,9 millions \$, soit 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse découle essentiellement du recul des volumes des programmes européens, des marges opérationnelles d'un programme européen de soutien en service et du dividende reçu au titre d'un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni. Cette baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des volumes de certains programmes de formation sur hélicoptères et des programmes australiens.

**Capital utilisé en hausse de 22,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et par la hausse des immobilisations corporelles et autres actifs.

**Carnet de commandes en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012	Période de neuf mois close le 31 décembre 2012
Carnet de commandes en début de période	\$ 1 439,9	\$ 1 403,2
+ commandes	60,8	265,6
- produits des activités ordinaires	(65,7)	(200,4)
+/- ajustements	(37,9)	(71,3)
<b>Carnet de commandes en fin de période</b>	<b>\$ 1 397,1</b>	<b>\$ 1 397,1</b>

Les ajustements apportés au troisième trimestre de l'exercice 2013 s'expliquent en grande partie par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme, contrebalancé en partie par l'incidence favorable du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,93. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,86.

**7.3 Nouveaux marchés principaux****EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013**

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

- Nous avons procédé à l'acquisition de Blue Phantom, un chef de file de la simulation d'échographie, laquelle offre des modèles de formation dans plus de 20 spécialités du secteur médical;
- Nous avons lancé les simulateurs chirurgicaux EndoVR et LapVR à l'American College of Surgeons Clinical Conference à Chicago (États-Unis);
- Nous avons vendu les premiers simulateurs d'échographie obstétricale VIMEDIX pour la santé des femmes;
- Un important centre médical du secteur militaire a choisi le système de gestion des centres LearningSpace pour assurer la gestion d'autres établissements aux États-Unis;
- Nous avons lancé notre programme Services pour les hôpitaux à l'American Nurses Credentialing Center National Magnet Conference à Los Angeles (États-Unis);
- Caesar, notre simulateur de patient ayant subi des traumatismes, a remporté un prix 2012 Emergency Medical Services (EMS) World Innovation Award.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

- Nous avons lancé une nouvelle version de notre solution logicielle de gestion de données géologiques Fusion;
- Nous avons lancé de nouvelles versions de nos logiciels de planification stratégique NPV Scheduler et Maxipit;
- Nous avons étendu nos capacités de soutien à la clientèle au Brésil, en Inde, au Mexique et aux États-Unis.

**COMMANDES**

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de dix simulateurs chirurgicaux et de six simulateurs d'échographie à cinq hôpitaux de premier plan et à six universités médicales réputées au Japon;
- La vente de cinq simulateurs de patients en vue de soutenir un programme de formation des médecins en Chine;
- La vente de neuf simulateurs chirurgicaux, de trois simulateurs d'échographie et de programmes connexes en Chine;
- La vente de trois simulateurs de patients et d'un système de gestion des centres à une université aux États-Unis;
- La vente d'un système de gestion des centres à un établissement d'enseignement supérieur privé aux États-Unis.

Les ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de logiciels et de services à un important producteur de cuivre mexicain;
- La vente de logiciels de modélisation des ressources et de conception des mines à un producteur d'or d'envergure mondiale actif en Afrique et au Brésil;
- La vente de logiciels de modélisation des ressources à une installation cuprifère et aurifère de l'Azerbaïdjan;
- La vente de logiciels de conception de mines à ciel ouvert à un producteur aurifère russe.

**Résultats financiers***(en millions, sauf les marges opérationnelles)*

	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
Produits des activités ordinaires	\$ 28,7	28,3	26,1	24,2	27,1
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 1,7	2,2	0,7	(1,2)	(1,4)
Marges opérationnelles	% 5,9	7,8	2,7	-	-
Dotations aux amortissements	\$ 3,1	2,2	2,4	2,2	2,4
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 0,7	0,8	0,9	1,0	0,5
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 2,1	2,3	2,6	2,7	(2,5)
Capital utilisé	\$ 198,6	177,6	181,9	179,3	174,5

**Produits des activités ordinaires en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent et de 6 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires de CAE Mines, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires de CAE Santé.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé par suite de l'augmentation des ventes aux forces militaires et aux gouvernements ainsi que par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines.

Les produits des activités ordinaires s'établissent à 83,1 millions \$ pour la période de neuf mois, en hausse de 24,3 millions \$, soit 41 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé qui découle en grande partie de l'intégration de METI.

**Résultat opérationnel sectoriel en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012**

Le résultat opérationnel sectoriel se situe à 1,7 million \$ (5,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 2,2 millions \$ (7,8 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à une perte de 1,4 million \$ au troisième trimestre de l'exercice 2012.

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la baisse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires dont il est fait mention ci-dessus.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé découlant de l'amélioration des produits des activités ordinaires et de la composition de produits ainsi que par l'augmentation du résultat opérationnel sectoriel de CAE Mines, surtout du fait de la hausse des produits des activités ordinaires.

Le résultat opérationnel sectoriel s'établit à 4,6 millions \$ pour la période de neuf mois, en hausse de 17,2 millions \$ ou de 137 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'intégration de METI et par l'inclusion de charges de 8,4 millions \$ comptabilisées au deuxième trimestre de l'exercice 2012 au titre de l'acquisition et de l'intégration de METI, ainsi que par la hausse des produits des activités ordinaires et l'amélioration des marges opérationnelles de CAE Santé et de CAE Mines.

**Capital utilisé en hausse de 21,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant en grande partie de l'acquisition de Blue Phantom ce trimestre.

## 8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, y compris les dates auxquelles les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

### 8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les	
	2012	2011	2012	2012	2011
	31 décembre	30 septembre		31 décembre	
<i>(en millions)</i>					
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	\$ 58,5	\$ 73,7	\$ 80,1	\$ 184,8	\$ 207,8
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	45,9	(3,3)	(34,7)	(109,0)	(96,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	\$ 104,4	\$ 70,4	\$ 45,4	\$ 75,8	\$ 111,8
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance <sup>7</sup>	(8,9)	(18,8)	(10,6)	(31,7)	(40,6)
Autres actifs	(3,6)	1,5	(7,4)	(14,7)	(7,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	7,8	1,1	-	7,8	28,3
Dividendes versés	(9,0)	(8,0)	(9,7)	(26,9)	(25,0)
Flux de trésorerie disponibles <sup>7</sup>	\$ 90,7	\$ 46,2	\$ 17,7	\$ 10,3	\$ 67,0
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance <sup>7</sup>	(24,0)	(25,3)	(33,4)	(91,7)	(80,7)
Frais de développement inscrits à l'actif	(13,0)	(11,3)	(11,6)	(37,0)	(30,0)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	1,1	(0,3)	0,4	1,6	1,1
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(20,2)	-	-	(284,6)	(126,1)
Coentreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	-	(0,8)	-	-	(27,6)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	3,9	(4,8)	(4,2)	(0,3)	1,5
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	\$ 38,5	\$ 3,7	\$ (31,1)	\$ (401,7)	\$ (194,8)

\* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

#### Flux de trésorerie disponibles positifs de 90,7 millions \$ ce trimestre

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement imputable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse du produit à la cession d'immobilisations corporelles, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la baisse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2012 est surtout attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la baisse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, contrebalancées en partie par la diminution des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

Les flux de trésorerie disponibles s'établissent à un montant positif de 10,3 millions \$ pour la période de neuf mois, en baisse de 56,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique en grande partie par le recul des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, par la diminution du produit à la cession d'immobilisations corporelles et par les variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie.

#### Dépenses d'investissement en immobilisations de 32,9 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 24,0 millions \$ ce trimestre et à 91,7 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Nous cherchons toujours à élargir sélectivement notre réseau de formation là où il existe une demande pour obtenir une part de marché supplémentaire, et pour répondre aux demandes de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 8,9 millions \$ ce trimestre et 31,7 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

<sup>7</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

**Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, de 20,2 millions \$ ce trimestre**

Le mouvement de trésorerie découlant de regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, s'explique par l'acquisition de Blue Phantom ce trimestre.

**9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE****9.1 Capital utilisé consolidé**

<i>(en millions)</i>	<b>31 décembre 2012</b>	30 septembre 2012	31 mars 2012
<b>Utilisation du capital</b>			
Actif courant	\$ 1 297,5	\$ 1 214,5	\$ 1 148,1
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(305,0)	(229,4)	(287,3)
Passif courant	(969,4)	(977,3)	(883,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	157,4	220,8	136,0
Fonds de roulement hors trésorerie <sup>8</sup>	\$ 180,5	\$ 228,6	\$ 113,4
Immobilisations corporelles, montant net	1 489,0	1 465,2	1 293,7
Autres actifs non courants	1 027,1	965,2	741,9
Autres passifs non courants	(628,0)	(636,9)	(572,5)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>\$ 2 068,6</b>	<b>\$ 2 022,1</b>	<b>\$ 1 576,5</b>
<b>Provenance du capital</b>			
Partie courante de la dette à long terme	\$ 157,4	\$ 220,8	\$ 136,0
Dette à long terme	1 113,0	1 003,4	685,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(305,0)	(229,4)	(287,3)
Dette nette <sup>8</sup>	\$ 965,4	\$ 994,8	\$ 534,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 074,0	1 005,5	1 021,9
Participations ne donnant pas le contrôle	29,2	21,8	20,3
<b>Provenance du capital</b>	<b>\$ 2 068,6</b>	<b>\$ 2 022,1</b>	<b>\$ 1 576,5</b>

**Capital utilisé en hausse de 46,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles, contrebalancée en partie par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie.

Notre rendement du capital utilisé<sup>8</sup> (RCU) a été de 10,7 % pour le trimestre écoulé, comparativement à 14,9 % au troisième trimestre de l'exercice précédent, essentiellement en raison du capital accru utilisé provenant de l'acquisition d'OAA.

**Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 48,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La diminution découle essentiellement de la hausse des comptes créditeurs et charges à payer de même que de la baisse des actifs au titre des contrats en cours et des actifs financiers dérivés, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'augmentation des stocks et des comptes débiteurs.

**Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 23,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La hausse s'explique en grande partie par les dépenses d'investissement en immobilisations et par les fluctuations des taux de change, contrebalancées en partie par la dotation aux amortissements.

**Autres actifs non courants en hausse de 61,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant surtout de l'acquisition de Blue Phantom et par la hausse des liquidités soumises à restrictions et des comptes débiteurs à long terme.

<sup>8</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

**Variation de la dette nette**

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2012	Période de neuf mois close le 31 décembre 2012
Dette nette à l'ouverture de la période	\$ 994,8	\$ 534,3
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(38,5)	401,7
Regroupements d'entreprises et autres	(5,4)	30,2
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	14,5	(0,8)
<b>(Diminution) augmentation de la dette nette au cours de la période</b>	<b>\$ (29,4)</b>	<b>\$ 431,1</b>
Dette nette à la clôture de la période	\$ 965,4	\$ 965,4

**Dette nette ajustée<sup>9</sup>**

<i>(en millions)</i>	31 décembre 2012	30 septembre 2012	31 mars 2012
Partie courante de la dette à long terme	\$ 157,4	\$ 220,8	\$ 136,0
Dette à long terme	1 113,0	1 003,4	685,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(305,0)	(229,4)	(287,3)
Déduire : obligations au titre des contrats de location- financement	(155,6)	(169,0)	(142,9)
<b>Dette nette ajustée</b>	<b>\$ 809,8</b>	<b>\$ 825,8</b>	<b>\$ 391,4</b>

En mai 2012, nous avons conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans, sur laquelle nous avons utilisé 304,1 millions \$ pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit portait intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge. Au 31 décembre 2012, l'encours de la facilité avait été remboursé en totalité à même le produit de l'émission de billets non garantis de premier rang en décembre 2012.

En décembre 2012, dans le cadre d'un placement privé, nous avons émis 348,9 millions \$ (125,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) de billets garantis de premier rang dont une tranche de 50,0 millions \$ porte intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires majorés d'une marge. Les 298,9 millions \$ (75,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) restants portent intérêt à un taux allant de 3,6 % à 4,2 %. Les billets viennent à échéance entre décembre 2019 et décembre 2027. Une tranche de 209,1 millions \$ du produit total a été affectée au remboursement de l'encours de la facilité de crédit non garantie de premier rang conclue en mai 2012, la tranche restante ayant été utilisée pour rembourser une partie de l'encours de la facilité de crédit à terme renouvelable non garantie.

Par le biais de l'acquisition d'OAA, nous avons pris en charge des contrats de location visant plusieurs simulateurs situés en Europe. Ces contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement, et les obligations au titre de ces contrats de location-financement s'élèvent à 23,8 millions \$ au 31 décembre 2012; les taux de location implicites variant d'environ 4,3 % à 10,0 %.

Au troisième trimestre, nous avons exercé une option de rachat d'un montant de 6,9 millions \$ US visant un simulateur qui était comptabilisé comme un contrat de location-financement, ce qui a donné lieu à une baisse de nos obligations au titre des contrats de location-financement.

Le 29 juin 2012, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à reporter la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 décembre 2012, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière, sauf en ce qui a trait à ce qui est indiqué ci-après. Au 31 décembre 2012, Hatsoff Helicopter Training Private Limited (Hatsoff), une coentreprise en Inde entre CAE et Hindustan Aeronautics Limited, ne respectait pas certaines clauses restrictives liées à sa dette sans recours. Au 31 décembre 2012, la tranche de la dette sans recours attribuable à notre participation s'établissait à 20,4 millions \$, ce montant ayant été reclassé dans le passif courant dans notre état consolidé de la situation financière. La direction de Hatsoff a entrepris des discussions avec l'institution financière afin de résoudre le manquement.

Nous avons aussi conclu un accord visant la vente de certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) pour un montant pouvant aller jusqu'à 150,0 millions \$. Au 31 décembre 2012, nous avons affecté à ce programme 70,6 millions \$ de comptes débiteurs et 17,7 millions \$ d'actifs au titre de contrats en cours.

<sup>9</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

#### **Total des capitaux propres en hausse de 75,9 millions \$ pour le trimestre écoulé**

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie d'un résultat net de 37,5 millions \$, de l'incidence favorable du change de 29,6 millions \$ et d'un profit actuariel de 13,8 millions \$ au titre d'un régime à prestations définies en raison de modifications des hypothèses actuarielles dans le cours normal des activités, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par des dividendes de 9,0 millions \$.

#### *Informations sur les actions en circulation*

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2012, nous avons au total 259 590 565 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 467,9 millions \$.

Au 31 janvier 2013, nous avons un total de 259 690 565 actions ordinaires émises et en circulation.

## **10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**

### **Acquisitions au cours de l'exercice 2013**

Au 31 décembre 2012, nous avons effectué deux transactions de regroupements d'entreprises pour une contrepartie totale de 302,8 millions \$.

Un montant de 6,0 millions \$ de coûts liés aux acquisitions est pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition inscrits au compte consolidé de résultat pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012.

#### ***Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à R.L.***

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions de l'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à R.L. (OAA), un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement de membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, nous renforçons notre leadership et notre portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant notre nombre de centres de formation, en étendant notre réseau d'écoles de pilotage et en élargissant notre catalogue de solutions de formation aéronautique et de services de placement de membres d'équipage.

L'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets pris en charge n'a pas changé depuis la période close le 30 juin 2012, et elle est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 70,2 millions \$ (y compris les noms de marque et les relations avec des clients), est provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces immobilisations ait été finalisée. Un goodwill provisoire de 131,0 millions \$ découlant de l'acquisition d'OAA est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Les synergies résultant du regroupement de nos activités et de celles d'OAA;
- L'élargissement de notre catalogue dans le domaine du service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance par l'intermédiaire de Parc Aviation;
- Une main-d'œuvre chevronnée composée d'experts en la matière.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 28,3 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 29,7 millions \$, dont une tranche de 1,4 million \$ a fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 174,7 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 8,7 millions \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre d'OAA depuis l'acquisition. Si OAA avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel sectoriel d'OAA de 39,0 millions \$ et de 0,9 million \$, respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs de notre rendement futur.

#### ***Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom<sup>MC</sup>)***

En novembre 2012, nous avons acquis Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom), société spécialisée dans la conception, le développement et la vente de modèles synthétiques pour la formation fondée sur la simulation d'échographie. Cette acquisition nous permet d'accroître nos activités en simulation médicale en ajoutant à notre offre de produits la simulation de propriétés échographiques de tissus et en améliorant nos simulateurs de patients ainsi que notre gamme de simulateurs d'échographies.

L'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets pris en charge est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 10,0 millions \$ (y compris le nom de marque, la technologie, la propriété intellectuelle et les relations avec des clients) et du goodwill, soit 9,7 millions \$, est provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces immobilisations ait été finalisée. Le goodwill provisoire découlant de l'acquisition de Blue Phantom est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- L'ajout de la simulation de propriétés échographiques de tissus à notre offre de produits de soins de santé;
- La croissance prévue de la gamme de produits Blue Phantom.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 1,1 million \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 1,1 million \$, aucune tranche de ce montant n'ayant fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 0,6 million \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 0,4 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de Blue Phantom depuis l'acquisition. Si Blue Phantom avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte de produits des activités ordinaires et d'un résultat opérationnel sectoriel supplémentaires de 4,2 millions \$ et de 2,9 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs de notre rendement futur.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge dans le cadre des acquisitions se présentent comme suit :

<i>(en millions)</i>	OAA	Blue Phantom	31 décembre 2012
Actif courant <sup>1)</sup>	\$ 38,4	\$ 1,1	\$ 39,5
Passif courant	(76,5)	(0,1)	(76,6)
Immobilisations corporelles (principalement des FFS)	158,9	0,1	159,0
Immobilisations incorporelles	70,2	10,0	80,2
Goodwill <sup>2)</sup>	131,0	9,7	140,7
Impôts sur le résultat différés	(18,9)	-	(18,9)
Dette à long terme	(32,3)	-	(32,3)
Passif non courant	(3,5)	-	(3,5)
<b>Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation de trésorerie à l'acquisition</b>	<b>\$ 267,3</b>	<b>\$ 20,8</b>	<b>\$ 288,1</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	14,6	0,1	14,7
<b>Contrepartie totale<sup>3)</sup></b>	<b>\$ 281,9</b>	<b>\$ 20,9</b>	<b>\$ 302,8</b>
Prix d'achat à payer	(2,6)	(0,9)	(3,5)
<b>Contrepartie totale, réglée en trésorerie</b>	<b>\$ 279,3</b>	<b>\$ 20,0</b>	<b>\$ 299,3</b>
<b>Sortie de trésorerie liée à l'acquisition</b>	<b>\$ 279,3</b>	<b>\$ 20,0</b>	<b>\$ 299,3</b>

<sup>1)</sup> Abstraction faite des fonds en caisse.

<sup>2)</sup> Une tranche de 9,7 millions \$ de ce goodwill est déductible aux fins fiscales.

<sup>3)</sup> La contrepartie totale relative à l'acquisition d'OAA inclut un montant de 279,3 millions \$ payé aux anciens actionnaires d'OAA pour le remboursement de la dette.

Les variations du goodwill se présentent comme suit :

<i>(en millions)</i>	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2012	2011
Valeur comptable nette à l'ouverture de la période	\$ 298,1	\$ 195,1
Acquisition de filiales	138,4	99,1
Différences de conversion	1,7	6,8
<b>Valeur comptable nette à la clôture de la période</b>	<b>\$ 438,2</b>	<b>\$ 301,0</b>

## 11. MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES

Aucune méthode comptable n'a été modifiée au cours du trimestre écoulé.

## 12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2012, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et procèdent à une évaluation chaque trimestre. À la fin du troisième trimestre, le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

Le 16 mai 2012, la Société a acquis OAA. Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures d'information de CAE ainsi que son contrôle interne à l'égard de l'information financière de manière à exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'OAA. Certaines entités d'OAA utilisent toujours des systèmes et procédés informationnels et comptables distincts. La Société poursuit l'intégration des systèmes comptables, des contrôles internes, des politiques et des procédures d'OAA aux systèmes, contrôles internes, politiques et procédures de la Société. Le processus d'intégration devrait s'achever au cours de l'exercice 2013. L'apport d'OAA à nos états financiers consolidés pour le trimestre clos le 31 décembre 2012 a été d'environ 13 % des produits des activités ordinaires consolidés et 5 % du résultat opérationnel sectoriel consolidé. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, l'apport d'OAA à nos états financiers consolidés a été d'environ 12 % des produits des activités ordinaires consolidés et 4 % du résultat opérationnel sectoriel consolidé. En outre, au 31 décembre 2012, le total de l'actif et le total du passif d'OAA représentaient respectivement 12 % et 8 % du total de l'actif et du passif consolidé.

## 13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

*(non audité)**(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)*

	T1	T2	T3	T4	Total à ce jour
<b>Exercice 2013</b>					
Produits des activités ordinaires	\$ 480,1	514,4	522,1	(1)	1 516,6
Résultat net	\$ 21,7	36,8	37,5	(1)	96,0
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 21,3	36,5	37,8	(1)	95,6
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	0,3	(0,3)	(1)	0,4
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,08	0,14	0,15	(1)	0,37
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,08	0,14	0,15	(1)	0,37
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	(1)	258,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	(1)	259,1
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	(1)	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	(1)	1,28
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	(1)	1,59
<b>Exercice 2012</b>					
Produits des activités ordinaires	\$ 427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2
Résultat net	\$ 43,5	38,7	46,1	53,7	182,0
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 43,1	38,4	45,6	53,2	180,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	0,3	0,5	0,5	1,7
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	0,18	0,21	0,70
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	0,18	0,21	0,70
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58
<b>Exercice 2011</b>					
Produits des activités ordinaires	\$ 366,4	388,0	410,8	465,6	1 630,8
Résultat net	\$ 36,6	39,4	38,9	46,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 37,2	39,1	38,5	45,5	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,15	0,15	0,15	0,18	0,62
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,14	0,15	0,15	0,18	0,62
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,03	1,04	1,01	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,31	1,34	1,38	1,35	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,53	1,61	1,60	1,58	1,58

<sup>(1)</sup> Donnée non disponible

## État consolidé de la situation financière

<i>(non audité)</i>		<b>31 décembre</b>	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	<b>2012</b>	2012
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		<b>305,0 \$</b>	287,3 \$
Comptes débiteurs	4	<b>380,8</b>	308,4
Contrats en cours : actifs		<b>242,5</b>	245,8
Stocks		<b>180,7</b>	153,1
Paievements d'avance		<b>56,7</b>	47,7
Impôts sur le résultat à recouvrer		<b>124,2</b>	95,5
Actifs financiers dérivés		<b>7,6</b>	10,3
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>1 297,5 \$</b>	1 148,1 \$
Immobilisations corporelles		<b>1 489,0</b>	1 293,7
Immobilisations incorporelles		<b>783,7</b>	533,2
Actifs d'impôt différé		<b>39,2</b>	24,1
Actifs financiers dérivés		<b>4,6</b>	7,2
Autres actifs		<b>199,6</b>	177,4
<b>Total de l'actif</b>		<b>3 813,6 \$</b>	3 183,7 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Comptes créditeurs et charges à payer		<b>635,5 \$</b>	597,6 \$
Provisions	5	<b>48,6</b>	21,6
Impôts sur le résultat à payer		<b>10,2</b>	10,9
Contrats en cours : passifs		<b>106,0</b>	104,6
Partie courante de la dette à long terme	6	<b>157,4</b>	136,0
Passifs financiers dérivés		<b>11,7</b>	12,7
<b>Total du passif courant</b>		<b>969,4 \$</b>	883,4 \$
Provisions	5	<b>7,7</b>	6,0
Dette à long terme	6	<b>1 113,0</b>	685,6
Obligations relatives aux redevances		<b>157,5</b>	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel		<b>129,4</b>	114,2
Profits différés et autres passifs non courants		<b>183,5</b>	186,0
Passifs d'impôt différé		<b>137,2</b>	91,8
Passifs financiers dérivés		<b>12,7</b>	12,9
<b>Total du passif</b>		<b>2 710,4 \$</b>	2 141,5 \$
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions		<b>467,9 \$</b>	454,5 \$
Surplus d'apport		<b>21,4</b>	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global		<b>(17,5)</b>	(9,8)
Résultats non distribués		<b>602,2</b>	558,0
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		<b>1 074,0 \$</b>	1 021,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		<b>29,2</b>	20,3
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>1 103,2 \$</b>	1 042,2 \$
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>3 813,6 \$</b>	3 183,7 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Compte consolidé de résultat

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens,</i> <i>sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
		31 décembre		mois closes les	
		2012	2011	2012	2011
Produits des activités ordinaires	14	522,1 \$	453,1 \$	1 516,6 \$	1 314,5 \$
Coût des ventes		370,9	300,2	1 062,3	884,5
<b>Marge brute</b>		<b>151,2 \$</b>	<b>152,9 \$</b>	<b>454,3 \$</b>	<b>430,0 \$</b>
Frais de recherche et de développement		14,0	16,5	42,5	47,6
Frais de vente, généraux et d'administration		67,3	62,5	203,0	184,6
Autres (profits) pertes – montant net	7	(5,9)	(3,6)	(20,5)	(15,6)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	12	13,4	-	55,2	-
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>62,4 \$</b>	<b>77,5 \$</b>	<b>174,1 \$</b>	<b>213,4 \$</b>
Produits financiers	6	(2,7)	(1,6)	(5,8)	(5,1)
Charges financières	6	18,2	17,8	55,8	51,1
Charges financières – montant net		15,5 \$	16,2 \$	50,0 \$	46,0 \$
<b>Résultat avant impôts sur le résultat</b>		<b>46,9 \$</b>	<b>61,3 \$</b>	<b>124,1 \$</b>	<b>167,4 \$</b>
Charge d'impôt sur le résultat		9,4	15,2	28,1	39,1
<b>Résultat net</b>		<b>37,5 \$</b>	<b>46,1 \$</b>	<b>96,0 \$</b>	<b>128,3 \$</b>
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		37,8 \$	45,6 \$	95,6 \$	127,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,3)	0,5	0,4	1,2
		37,5 \$	46,1 \$	96,0 \$	128,3 \$
<b>Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs</b> <b>d'instruments de capitaux propres de la Société</b>					
De base et dilué	8	0,15 \$	0,18 \$	0,37 \$	0,49 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du résultat global

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	2012	2011	2012	2011
	31 décembre		31 décembre	
<b>Résultat net</b>	<b>37,5 \$</b>	<b>46,1 \$</b>	<b>96,0 \$</b>	<b>128,3 \$</b>
<b>Différence de conversion</b>				
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger	36,2 \$	(39,9) \$	(2,2) \$	18,6 \$
Montant net des (pertes) profits sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(7,4)	4,2	(0,2)	(7,3)
Impôts sur le résultat	0,8	(0,5)	(0,5)	1,4
	<b>29,6 \$</b>	<b>(36,2) \$</b>	<b>(2,9) \$</b>	<b>12,7 \$</b>
<b>Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie</b>				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(6,7) \$	13,1 \$	2,5 \$	(14,8) \$
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie virées au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers connexes	(1,4)	6,4	(9,1)	(0,2)
Impôts sur le résultat	2,5	(5,6)	1,9	3,3
	<b>(5,6) \$</b>	<b>13,9 \$</b>	<b>(4,7) \$</b>	<b>(11,7) \$</b>
<b>Profits (pertes) actuariels au titre des régimes à prestations définies</b>				
Profits (pertes) actuariels au titre des régimes à prestations définies	18,9 \$	2,5 \$	(20,7) \$	(42,3) \$
Impôts sur le résultat	(5,1)	(0,7)	5,5	11,7
	<b>13,8 \$</b>	<b>1,8 \$</b>	<b>(15,2) \$</b>	<b>(30,6) \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>37,8 \$</b>	<b>(20,5) \$</b>	<b>(22,8) \$</b>	<b>(29,6) \$</b>
<b>Résultat global total</b>	<b>75,3 \$</b>	<b>25,6 \$</b>	<b>73,2 \$</b>	<b>98,7 \$</b>
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	75,5 \$	25,2 \$	72,7 \$	97,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	0,4	0,5	1,3
	<b>75,3 \$</b>	<b>25,6 \$</b>	<b>73,2 \$</b>	<b>98,7 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé des variations en capitaux propres

(non audité)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2012</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)		258 266 295	454,5 \$	19,2 \$	(9,8) \$	558,0 \$	1 021,9 \$	20,3 \$	1 042,2 \$
Soldes à l'ouverture de la période		-	-	-	-	95,6	95,6	0,4	96,0
Résultat net		-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global :		-	-	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion		-	-	-	(3,0)	-	(3,0)	0,1	(2,9)
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(4,7)	-	(4,7)	-	(4,7)
Pertes actuariales au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(15,2)	(15,2)	-	(15,2)
Résultat global total		-	- \$	- \$	(7,7) \$	80,4 \$	72,7 \$	0,5 \$	73,2 \$
Options sur actions exercées		382 250	3,2	-	-	-	3,2	-	3,2
Achat facultatif au comptant		1 161	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes en actions	8	940 859	9,3	-	-	(9,3)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,9	(0,9)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	3,1	-	-	3,1	-	3,1
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	8,4	8,4
Dividendes	8	-	-	-	-	(26,9)	(26,9)	-	(26,9)
Soldes à la clôture de la période		259 590 565	467,9 \$	21,4 \$	(17,5) \$	602,2 \$	1 074,0 \$	29,2 \$	1 103,2 \$
(non audité)									
<i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2011</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)		256 964 756	440,7 \$	17,1 \$	(9,8) \$	466,4 \$	914,4 \$	18,5 \$	932,9 \$
Soldes à l'ouverture de la période		-	-	-	-	127,1	127,1	1,2	128,3
Résultat net		-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global :		-	-	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion		-	-	-	12,6	-	12,6	0,1	12,7
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(11,7)	-	(11,7)	-	(11,7)
Pertes actuariales au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(30,6)	(30,6)	-	(30,6)
Résultat global total		-	- \$	- \$	0,9 \$	96,5 \$	97,4 \$	1,3 \$	98,7 \$
Options sur actions exercées		283 975	2,0	-	-	-	2,0	-	2,0
Achat facultatif au comptant		599	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes en actions	8	572 636	5,9	-	-	(5,9)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,8	(0,8)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	3,0	-	-	3,0	-	3,0
Dividendes	8	-	-	-	-	(25,0)	(25,0)	-	(25,0)
Soldes à la clôture de la période		257 821 966	449,4 \$	19,3 \$	(8,9) \$	532,0 \$	991,8 \$	19,8 \$	1 011,6 \$

Le total des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012 s'est élevé à 584,7 millions \$ (523,1 millions \$ en 2011).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2012	2011
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net		96,0 \$	128,3 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		79,5	68,0
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		34,0	24,3
Amortissement des frais de financement	6	1,3	1,3
Impôts sur le résultat différés		19,2	18,2
Crédits d'impôt à l'investissement		(16,6)	(10,6)
Paiements fondés sur des actions		(1,4)	1,2
Régimes de retraite à prestations définies		(5,7)	(9,0)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(10,3)	(8,5)
Autres		(11,2)	(5,4)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(109,0)	(96,0)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>		<b>75,8 \$</b>	<b>111,8 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	2	(284,6) \$	(126,1) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	3	-	(27,6)
Dépenses d'investissement au titre des immobilisations corporelles		(123,4)	(121,3)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		7,8	28,3
Frais de développement inscrits à l'actif		(37,0)	(30,0)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(13,9)	(12,3)
Autres		(0,8)	4,8
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(451,9) \$</b>	<b>(284,2) \$</b>
<b>Activités de financement</b>			
Emprunt net aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		132,3 \$	14,2 \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants		(24,6)	10,4
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		703,1	182,1
Remboursement sur la dette à long terme		(374,1)	(26,7)
Remboursement sur contrats de location-financement		(17,3)	(19,9)
Dividendes versés	8	(26,9)	(25,0)
Émission d'actions ordinaires		3,2	2,0
Autres		(1,6)	(0,9)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>394,1 \$</b>	<b>136,2 \$</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>18,0 \$</b>	<b>(36,2) \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>		<b>287,3</b>	<b>276,4</b>
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>		<b>(0,3)</b>	<b>1,5</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>305,0 \$</b>	<b>241,7 \$</b>
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		2,4 \$	4,7 \$
Intérêts payés		41,5	35,1
Intérêts reçus		4,6	4,3
Impôts payés		20,9	23,4

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 13 février 2013.

## NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Nature des activités

CAE Inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, à l'équipage de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

### Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses dispositifs directement aux compagnies aériennes. Il est donc directement exposé aux phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Historiquement, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

### Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la norme IFRS telle que publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) aux fins de l'établissement d'états financiers intermédiaires, soit IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; actif financier disponible à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2012, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires pour calculer la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

## NOTE 2 – REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

### Acquisitions au cours de l'exercice 2013

Au 31 décembre 2012, la Société a effectué deux transactions de regroupement d'entreprises pour une contrepartie totale de 302,8 millions \$.

Un montant de 6,0 millions \$ de coûts liés aux acquisitions est pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition inscrits au compte consolidé de résultat pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012.

#### ***Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à R. L.***

En mai 2012, la Société a acquis 100 % des actions de l'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à R. L. (OAA), un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement de membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, CAE renforce son leadership et sa portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant son nombre de centres de formation, en élargissant son réseau d'écoles de pilotage et en élargissant son catalogue de solutions de formation aéronautique et de services de placement de membres d'équipage.

L'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets pris en charge n'a pas changé depuis la période close le 30 juin 2012, et elle est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 70,2 millions \$ (y compris les noms de marque et les relations avec des clients), est provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces immobilisations ait été finalisée. Un goodwill provisoire de 131,0 millions \$ découlant de l'acquisition d'OAA est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Les synergies résultant du regroupement des activités de CAE avec celles d'OAA;
- L'élargissement du catalogue de CAE dans le domaine du service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance par l'intermédiaire de Parc Aviation;
- Une main-d'œuvre chevronnée composée d'experts en la matière.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 28,3 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 29,7 millions \$, dont une tranche de 1,4 million \$ a fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 174,7 millions \$ et un résultat opérationnel de 8,7 millions \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre d'OAA depuis l'acquisition. Si OAA avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel d'OAA de 39,0 millions \$ et de 0,9 million \$ respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs du rendement futur de la Société.

#### ***Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom<sup>MC</sup>)***

En novembre 2012, la Société a acquis Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom) spécialisée dans la conception, le développement et la vente de modèles synthétiques pour la formation par simulation à l'échographie. Cette acquisition permet à CAE d'accroître ses activités en simulation médicale en ajoutant à son offre de produits la simulation de propriétés échographiques de tissus et en améliorant ses simulateurs de patients ainsi que sa gamme de simulateurs d'échographie.

L'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets pris en charge est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 10,0 millions \$ (y compris le nom de marque, la technologie, la propriété intellectuelle et les relations avec des clients) et du goodwill, soit 9,7 millions \$, est provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces immobilisations ait été finalisée. Le goodwill provisoire découlant de l'acquisition de Blue Phantom est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- L'ajout de la simulation de propriétés échographiques de tissus à l'offre de produits de CAE Santé;
- La croissance prévue de la gamme de produits Blue Phantom.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 1,1 million \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 1,1 million \$, aucune tranche de ce montant n'ayant fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 0,6 million \$ et un résultat opérationnel de 0,4 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de Blue Phantom depuis l'acquisition. Si Blue Phantom avait été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte de produits des activités ordinaires et d'un résultat opérationnel supplémentaires de 4,2 millions \$ et de 2,9 millions \$ respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec la Société. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs du rendement futur de la Société.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge dans le cadre des acquisitions se présentent comme suit :

(non audité)

Au 31 décembre 2012

(montants en millions)

	OAA	Blue Phantom	Total
Actif courant <sup>1)</sup>	38,4 \$	1,1 \$	39,5 \$
Passif courant	(76,5)	(0,1)	(76,6)
Immobilisations corporelles (principalement des FFS)	158,9	0,1	159,0
Immobilisations incorporelles	70,2	10,0	80,2
Goodwill <sup>2)</sup>	131,0	9,7	140,7
Impôts sur le résultat différés	(18,9)	-	(18,9)
Dette à long terme	(32,3)	-	(32,3)
Passif non courant	(3,5)	-	(3,5)
<b>Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation de trésorerie à l'acquisition</b>	<b>267,3 \$</b>	<b>20,8 \$</b>	<b>288,1 \$</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	14,6	0,1	14,7
<b>Contrepartie totale <sup>3)</sup></b>	<b>281,9 \$</b>	<b>20,9 \$</b>	<b>302,8 \$</b>
Prix d'achat à payer	(2,6)	(0,9)	(3,5)
<b>Sortie de trésorerie liée à l'acquisition</b>	<b>279,3 \$</b>	<b>20,0 \$</b>	<b>299,3 \$</b>

<sup>1)</sup> Abstraction faite des fonds en caisse.

<sup>2)</sup> Une tranche de 9,7 millions \$ de ce goodwill est déductible aux fins fiscales.

<sup>3)</sup> La contrepartie totale en lien avec l'acquisition d'OAA inclut un montant de 279,3 millions \$ payé aux anciens actionnaires d'OAA pour le remboursement de la dette.

Les variations du goodwill se présentent comme suit :

(non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions)

	2012	2011
Valeur comptable nette à l'ouverture de la période	298,1 \$	195,1 \$
Acquisition de filiales	138,4	99,1
Différences de conversion	1,7	6,8
Valeur comptable nette à la clôture de la période	438,2 \$	301,0 \$

**NOTE 3 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES**

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

Le tableau suivant résume l'information financière à l'égard de la participation de la Société dans des coentreprises :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>31 décembre</b> <b>2012</b>	31 mars 2012
<b>Actif</b>		
Actif courant	<b>74,9 \$</b>	74,4 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	<b>344,4</b>	315,6
<b>Passif</b>		
Passif courant	<b>61,6</b>	53,8
Dette à long terme (y compris la partie courante)	<b>112,7</b>	113,9
Profits différés et autres passifs non courants	<b>8,4</b>	9,5

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>Trimestres clos les</b> <b>31 décembre</b>		<b>Périodes de neuf mois</b> <b>closes les</b> <b>31 décembre</b>	
	<b>2012</b>	2011	<b>2012</b>	2011
<b>Données sur le résultat</b>				
Produits des activités ordinaires	<b>33,3 \$</b>	28,6 \$	<b>95,1 \$</b>	81,8 \$
Résultat net	<b>10,6</b>	6,7	<b>27,6</b>	20,2
Résultat opérationnel sectoriel				
FS/C	<b>8,0</b>	7,5	<b>22,1</b>	18,0
PS/M	<b>(0,1)</b>	(0,1)	<b>1,0</b>	1,3
FS/M	<b>3,2</b>	2,1	<b>10,2</b>	8,0

Il n'existe aucun passif éventuel relatif aux participations de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel relatif aux coentreprises elles-mêmes.

La quote-part attribuable à la Société des engagements en capital des coentreprises elles-mêmes se chiffre à 74,6 millions \$ au 31 décembre 2012 (84,7 millions \$ au 31 mars 2012).

**NOTE 4 – COMPTES DÉBITEURS**

Les comptes débiteurs sont portés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentaient comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	<b>31 décembre</b> <b>2012</b>	31 mars 2012
Comptes clients en souffrance, mais non dépréciés		
1-30 jours	<b>48,7 \$</b>	30,1 \$
31-60 jours	<b>18,2</b>	10,2
61-90 jours	<b>10,1</b>	8,5
Plus de 90 jours	<b>41,7</b>	33,5
Total	<b>118,7 \$</b>	82,3 \$
Provision pour créances douteuses	<b>(10,2)</b>	(7,6)
Comptes clients courants	<b>135,2</b>	121,6
Comptes débiteurs non facturés	<b>64,0</b>	48,2
Montants à recevoir de parties liées (note 13)	<b>26,6</b>	23,4
Autres comptes débiteurs	<b>46,5</b>	40,5
Total des comptes débiteurs	<b>380,8 \$</b>	308,4 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	(9,2) \$	(8,3) \$	(7,6) \$	(6,0) \$
Ajouts	(2,2)	(0,8)	(5,4)	(4,3)
Radiations	1,1	0,2	1,7	0,9
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	0,5	1,2	1,2	1,8
Différences de conversion	(0,4)	0,2	(0,1)	0,1
Provision pour créances douteuses à la clôture de la période	(10,2) \$	(7,5) \$	(10,2) \$	(7,5) \$

## NOTE 5 – PROVISIONS

Les variations des provisions se présentaient comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>Période de neuf mois close le</i> <i>31 décembre 2012</i> <i>(montants en millions)</i>	Remise en état et enlèvement de simulateurs	Restructuration (voir la note 12)	Réclamations fondées en droit	Contrats déficitaires	Garanties	Passifs éventuels découlant des regroupements d'entreprises	Autres provisions	Total
Total des provisions à l'ouverture de la période	0,9 \$	0,7 \$	1,6 \$	0,3 \$	11,1 \$	9,0 \$	4,0 \$	27,6 \$
Ajouts, y compris la hausse des provisions existantes	4,0	45,8	-	-	6,2	-	9,4	65,4
Montants utilisés	(0,3)	(20,8)	(0,8)	(0,1)	(7,1)	(0,3)	(1,7)	(31,1)
Reprises de montants inutilisés	-	-	-	(0,1)	(1,1)	(5,0)	(0,1)	(6,3)
Variations du montant actualisé	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2
Différences de conversion	-	0,3	-	-	-	-	0,2	0,5
<b>Total des provisions à la clôture de la période</b>	<b>4,6 \$</b>	<b>26,0 \$</b>	<b>0,8 \$</b>	<b>0,1 \$</b>	<b>9,1 \$</b>	<b>3,9 \$</b>	<b>11,8 \$</b>	<b>56,3 \$</b>
<b>Moins la partie courante</b>	<b>0,6</b>	<b>26,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>9,1</b>	<b>1,6</b>	<b>10,9</b>	<b>48,6</b>
<b>Partie non courante</b>	<b>4,0 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>0,5 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>2,3 \$</b>	<b>0,9 \$</b>	<b>7,7 \$</b>

## NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

### Dette à long terme

La Société a certains accords relatifs à la dette qui stipulent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 décembre 2012, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière, sauf en ce qui a trait à ce qui est indiqué ci-après. Au 31 décembre 2012, Hatsoff Helicopter Training Private Limited (Hatsoff), une coentreprise en Inde entre CAE et Hindustan Aeronautics Limited, ne respectait pas certaines clauses restrictives de sa dette sans recours. Au 31 décembre 2012, la part de l'encours de la dette sans recours revenant à la Société s'établissait à 20,4 millions \$, ce montant ayant été reclassé dans le passif courant dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. La direction de Hatsoff a entrepris des discussions avec l'institution financière afin de résoudre le manquement.

### Facilité de crédit non garantie de premier rang

En mai 2012, la Société a conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans dont un montant de 304,1 millions \$ a été utilisé pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit portait intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge. Au 31 décembre 2012, l'encours de la facilité avait été remboursé en totalité à même le produit de l'émission de billets non garantis de premier rang en décembre 2012.

### Billets non garantis de premier rang

En décembre 2012, dans le cadre d'un placement privé, la Société a émis des billets non garantis de premier rang de 348,9 millions \$ (125,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US), dont une tranche de 50,0 millions \$ porte intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires majorés d'une marge. Les 298,9 millions \$ (75,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) restants portent intérêt à un taux allant de 3,6 % à 4,2 %. Les billets viennent à échéance entre décembre 2019 et décembre 2027.

### Contrats de location-financement

Par le biais de l'acquisition d'OAA, la Société a pris en charge des contrats de location visant plusieurs simulateurs situés en Europe. Ces contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement, et les obligations au titre de ces contrats de location-financement s'élèvent à 23,8 millions \$ au 31 décembre 2012; les taux de location implicites varient d'environ 4,3 % à 10,0 %.

Au troisième trimestre, la Société a exercé une option de rachat d'un montant de 6,9 millions \$ US visant un simulateur qui était comptabilisé comme un contrat de location-financement, ce qui a donné lieu à une baisse des obligations de la Société au titre des contrats de location-financement.

### Refinancement des facilités de crédit

Le 29 juin 2012, la Société a modifié ses facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à reporter la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables.

### Charge financière – montant net

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Charges financières :				
Dette à long terme (hormis les contrats de location-financement)	12,8 \$	10,5 \$	37,1 \$	27,7 \$
Contrats de location-financement	2,8	2,8	8,2	8,7
Obligations relatives aux redevances	2,7	3,3	8,1	10,1
Dotation aux amortissements des frais de financement	0,4	0,5	1,3	1,3
Désactualisation des provisions	0,2	0,4	0,7	1,5
Autres	-	1,2	3,0	4,9
Charge d'intérêts postérieure aux swaps de taux d'intérêt	-	(0,5)	(0,4)	(1,5)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif <sup>1)</sup>	(0,7)	(0,4)	(2,2)	(1,6)
<b>Charges financières</b>	<b>18,2 \$</b>	<b>17,8 \$</b>	<b>55,8 \$</b>	<b>51,1 \$</b>
Produits financiers :				
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(1,3) \$	(0,3) \$	(2,1) \$	(1,3) \$
Autres	(1,4)	(1,3)	(3,7)	(3,8)
<b>Produits financiers</b>	<b>(2,7) \$</b>	<b>(1,6) \$</b>	<b>(5,8) \$</b>	<b>(5,1) \$</b>
<b>Charges financières – montant net</b>	<b>15,5 \$</b>	<b>16,2 \$</b>	<b>50,0 \$</b>	<b>46,0 \$</b>

<sup>1)</sup> Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 3,2 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2012 (4,8 % en 2011), de 4,0 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 (5,3 % en 2011) et de 4,8 % pour le trimestre clos le 30 juin 2012 (6,0 % en 2011).

### NOTE 7 – AUTRES (PROFITS) PERTES – MONTANT NET

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Cession ou mise hors service d'immobilisations corporelles	(2,6) \$	(0,7) \$	(2,6) \$	(8,3) \$
Montant net des différences de conversion	(2,3)	(0,1)	(10,4)	(0,1)
Produits de dividendes	(0,6)	(1,1)	(0,6)	(3,1)
Produits de redevances	-	-	(0,3)	(0,4)
Reprise de passifs éventuels découlant de regroupements d'entreprises (note 5)	-	-	(5,0)	-
Autres	(0,4)	(1,7)	(1,6)	(3,7)
<b>Autres (profits) pertes – montant net</b>	<b>(5,9) \$</b>	<b>(3,6) \$</b>	<b>(20,5) \$</b>	<b>(15,6) \$</b>

**NOTE 8 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES**

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

<i>(non audité)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	259 157 923	257 570 425	258 760 129	257 306 019
Effet dilutif des options sur actions	346 218	401 927	343 926	795 859
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	259 504 141	257 972 352	259 104 055	258 101 878

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, des options sur 3 891 516 actions ordinaires (2 836 347 en 2011) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, des options sur 3 891 516 actions ordinaires (2 683 931 en 2011) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

**Dividendes**

Les dividendes déclarés pour le troisième trimestre de l'exercice 2013 se sont élevés à 12,9 millions \$, soit 0,05 \$ par action (10,3 millions \$ en 2012, soit 0,04 \$ par action). Les dividendes déclarés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013 se sont élevés à 36,2 millions \$, soit 0,14 \$ par action (30,9 millions \$ en 2012, soit 0,12 \$ par action).

**NOTE 9 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL**

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Charges de personnel	159,9 \$	155,5 \$	490,0 \$	463,8 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	2,3	3,6	12,4	10,5
Charges de retraite – régimes à prestations définies	4,5	2,6	12,9	7,9
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	1,4	1,8	5,6	5,0
Total de la charge de rémunération du personnel	168,1 \$	163,5 \$	520,9 \$	487,2 \$

**NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**

*(non audité)*

*Périodes de neuf mois closes les 31 décembre*

*(montants en millions)*

	2012	2011
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	(50,1) \$	(10,4) \$
Contrats en cours : actifs	3,1	(8,4)
Stocks	(26,7)	(9,2)
Paiements d'avance	0,1	(0,7)
Impôts sur le résultat à recouvrer	(3,1)	(3,8)
Actifs financiers dérivés	20,9	3,2
Comptes créditeurs et charges à payer	(49,0)	(58,7)
Provisions	18,0	(0,7)
Impôts sur le résultat à payer	(2,5)	(3,7)
Contrats en cours : passifs	(0,7)	(0,8)
Passifs financiers dérivés	(19,0)	(32,8)
<b>Variation du fonds de roulement hors trésorerie</b>	<b>(109,0) \$</b>	<b>(96,0) \$</b>

**NOTE 11 – AIDE GOUVERNEMENTALE****Projet Falcon et projet Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	7,3 \$	9,8 \$	8,3 \$	12,9 \$
Contributions	7,4	15,3	23,6	34,2
Paiements reçus	(7,5)	(15,9)	(24,7)	(37,9)
Montant à recevoir à la clôture de la période	7,2 \$	9,2 \$	7,2 \$	9,2 \$

**Information globale à l'égard des programmes**

Le tableau suivant présente le montant global des contributions comptabilisées à l'égard de ces programmes :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Falcon	1,5 \$	1,8 \$	5,0 \$	5,5 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,0	7,6	2,8	10,1
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Falcon	4,4 \$	5,3 \$	14,5 \$	16,1 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,5	0,6	1,3	2,5
Total des contributions :				
Projet Falcon	5,9 \$	7,1 \$	19,5 \$	21,6 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,5	8,2	4,1	12,6

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

**NOTE 12 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION**

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Coûts de restructuration	11,5 \$	- \$	45,8 \$	- \$
Coûts d'intégration	1,9	-	3,4	-
Coûts d'acquisition	-	-	6,0	-
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	13,4 \$	- \$	55,2 \$	- \$

**Coûts de restructuration**

Le 8 novembre 2012, la Société a annoncé des mesures de restructuration supplémentaires pour rajuster la taille des activités de la Société, principalement en Europe. Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés, y compris l'obligation connexe au titre des avantages du personnel. Des provisions pour coûts de restructuration sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique actuelle ou implicite du fait d'événements passés et qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources, dont le montant peut être estimé de manière fiable, sera nécessaire pour régler l'obligation. Les provisions pour coûts de restructuration correspondent à la meilleure estimation que peut faire la Société du montant requis pour régler l'obligation à la clôture de la période de présentation de l'information, et elles sont actualisées lorsque l'effet est important.

## Coûts d'intégration

Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées au redéploiement de simulateurs, à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et autres activités.

## Coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

## NOTE 13 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(non audité)</i>	<b>31 décembre</b>	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	<b>2012</b>	2012
Comptes débiteurs	<b>26,6 \$</b>	23,4 \$
Contrats en cours : actifs	<b>21,9</b>	18,1
Autres actifs	<b>9,4</b>	10,0
Comptes créditeurs et charges à payer	<b>7,7</b>	5,4
Contrats en cours : passifs	<b>5,3</b>	6,2

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(non audité)</i>	<b>Trimestres clos les</b>		<b>Périodes de neuf mois</b>	
	<b>31 décembre</b>		<b>closes les</b>	
<i>(montants en millions)</i>	<b>2012</b>	2011	<b>2012</b>	2011
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	<b>11,8 \$</b>	14,4 \$	<b>47,7 \$</b>	39,5 \$
Achats de produits et services, et autres	<b>3,3</b>	1,5	<b>5,7</b>	3,5
Autres transactions influant sur le résultat	<b>0,1</b>	0,7	<b>0,4</b>	8,4

Les autres actifs tiennent compte d'une obligation au titre d'un contrat de location-financement avec une partie liée, lequel vient à échéance en octobre 2022 et porte intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 décembre 2012 (néant au 31 mars 2012).

De plus, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013, des transactions s'élevant à 1,5 million \$ (0,5 million \$ en 2012) ont été faites aux prix normaux du marché avec certains organismes pour lesquels certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, ces transactions ont totalisé 3,4 millions \$ (1,6 million \$ en 2011).

## Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(non audité)</i>	<b>Trimestres clos les</b>		<b>Périodes de neuf mois</b>	
	<b>31 décembre</b>		<b>closes les</b>	
<i>(montants en millions)</i>	<b>2012</b>	2011	<b>2012</b>	2011
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	<b>0,9 \$</b>	1,0 \$	<b>3,4 \$</b>	3,5 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	<b>0,9</b>	0,3	<b>1,6</b>	0,8
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-	-	1,5
Paiements fondés sur des actions	<b>0,2</b>	1,0	<b>2,4</b>	1,5
	<b>2,0 \$</b>	2,3 \$	<b>7,4 \$</b>	7,3 \$

**NOTE 14 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES**

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses opérations par le biais de cinq secteurs (voir la note 1).

**Résultats par secteur**

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

<i>(non audité)</i>	FS/C		PS/C		Civil		PS/M		FS/M		Militaire		NMP		Total	
<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<i>(montants en millions)</i>																
Produits des activités ordinaires externes	193,8 \$	123,0 \$	93,4 \$	80,7 \$	287,2 \$	203,7 \$	140,5 \$	152,4 \$	65,7 \$	69,9 \$	206,2 \$	222,3 \$	28,7 \$	27,1 \$	522,1 \$	453,1 \$
Dotation aux amortissements	20,9	17,3	1,0	1,2	21,9	18,5	2,0	1,9	2,2	2,5	4,2	4,4	0,7	0,5	26,8	23,4
Immobilisations corporelles Immobilisations incorporelles et autres actifs	5,1	3,7	1,2	0,5	6,3	4,2	1,9	1,2	2,5	2,5	4,4	3,7	2,4	1,9	13,1	9,8
Baisses de valeur et reprises des baisses de valeur des stocks	-	-	0,1	-	0,1	-	(0,2)	-	-	-	(0,2)	-	-	-	(0,1)	-
Baisses de valeur et reprises des baisses de valeur des comptes débiteurs	0,4	-	-	0,1	0,4	0,1	0,7	(0,5)	-	0,1	0,7	(0,4)	0,6	-	1,7	(0,3)
Résultat opérationnel sectoriel	29,1	28,8	18,0	13,2	47,1	42,0	18,3	26,9	8,7	10,0	27,0	36,9	1,7	(1,4)	75,8	77,5
<i>(non audité)</i>																
<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>																
<i>(montants en millions)</i>																
Produits des activités ordinaires externes	553,8 \$	366,1 \$	272,6 \$	259,4 \$	826,4 \$	625,5 \$	406,7 \$	423,6 \$	200,4 \$	206,6 \$	607,1 \$	630,2 \$	83,1 \$	58,8 \$	1 516,6 \$	1 314,5 \$
Dotation aux amortissements	61,9	50,5	3,2	3,7	65,1	54,2	6,3	5,2	6,2	7,5	12,5	12,7	1,9	1,1	79,5	68,0
Immobilisations corporelles Immobilisations incorporelles et autres actifs	13,7	10,1	2,4	1,6	16,1	11,7	4,8	3,5	7,3	5,4	12,1	8,9	5,8	3,7	34,0	24,3
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,2	-	4,2
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks	-	-	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,2)	-	(0,1)	-	(0,3)	-	-	0,2	(0,4)	0,2
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	1,2	0,9	0,2	0,3	1,4	1,2	0,7	0,2	-	(0,1)	0,7	0,1	0,7	0,4	2,8	1,7
Résultat opérationnel sectoriel	89,7	91,9	51,3	37,6	141,0	129,5	58,7	66,6	25,0	29,9	83,7	96,5	4,6	(12,6)	229,3	213,4

## Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Total du résultat opérationnel sectoriel	75,8 \$	77,5 \$	229,3 \$	213,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 12)	(13,4)	-	(55,2)	-
Résultat opérationnel	62,4 \$	77,5 \$	174,1 \$	213,4 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
FS/C	36,4 \$	39,9 \$	120,4 \$	106,5 \$
PS/C	6,1	5,8	19,2	17,6
PS/M	8,7	8,0	25,1	21,6
FS/M	5,2	2,2	9,7	8,3
NMP	2,8	(2,0)	9,4	4,8
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	59,2 \$	53,9 \$	183,8 \$	158,8 \$

## Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles y compris le goodwill, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants et les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre	31 mars
	2012	2012
<b>Actif utilisé</b>		
FS/C	1 801,0 \$	1 334,0 \$
PS/C	294,5	275,3
PS/M	553,7	518,0
FS/M	377,5	359,2
NMP	246,4	225,9
Actif non inclus dans l'actif utilisé	540,5	471,3
Total de l'actif	3 813,6 \$	3 183,7 \$
<b>Passif utilisé</b>		
FS/C	258,9 \$	161,0 \$
PS/C	232,6	236,2
PS/M	229,7	247,6
FS/M	169,4	178,0
NMP	47,8	46,6
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 772,0	1 272,1
Total du passif	2 710,4 \$	2 141,5 \$

**Information par zone géographique**

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	36,6 \$	51,0 \$	143,0 \$	142,6 \$
États-Unis	145,3	144,5	453,2	432,5
Royaume-Uni	67,0	31,6	167,0	112,8
Allemagne	26,9	37,0	65,1	112,8
Pays-Bas	12,2	14,0	38,0	42,8
Autres pays d'Europe	75,3	47,0	200,6	138,3
Émirats arabes unis	16,5	16,1	55,7	39,1
Chine	36,2	27,9	106,5	83,2
Autres pays d'Asie	62,2	43,3	151,1	102,8
Australie	22,3	15,8	68,4	51,2
Autres pays	21,6	24,9	68,0	56,4
	<b>522,1 \$</b>	<b>453,1 \$</b>	<b>1 516,6 \$</b>	<b>1 314,5 \$</b>

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre	31 mars
	2012	2012
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	465,9 \$	410,8 \$
États-Unis	599,9	577,8
Amérique du Sud	120,3	102,4
Royaume-Uni	307,8	255,6
Espagne	47,8	49,6
Allemagne	60,9	61,4
Belgique	62,6	64,7
Luxembourg	133,6	-
Pays-Bas	68,0	79,3
Autres pays d'Europe	180,6	72,1
Émirats arabes unis	86,0	81,7
Autres pays d'Asie	188,8	140,0
Autres pays	58,5	38,0
	<b>2 380,7 \$</b>	<b>1 933,4 \$</b>







